

CURRICULUM VITAE

Nom : COLIN
Prénom : Frédéric
Né le 30 octobre 1970 à Charenton-le-Pont
Nationalité : française



Fonctions : Maître de conférences de droit public (Section 02), Habilité à Diriger les Recherches

Établissement de fonctions :

Aix-Marseille Université, Faculté de Droit et de Science Politique, Centre de Recherches Administratives, 3, Av. Robert Schuman, 13628, Aix-en-Provence, Cedex 1
Tel : 04 42 17 29 29 (secrétariat)
Courriel : frederic.colin@univ-amu.fr

Titres universitaires :

- D.E.U.G. de Droit, Université d'Aix-Marseille III, Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-en-Provence, 1990.
- Licence de Droit, option Droit public, Université d'Aix-Marseille III, 1991.
- Maîtrise de droit, option Droit public, mention assez bien, Université d'Aix-Marseille III, 1992.
- Diplôme d'Études Approfondies de Droit public, option Droit public interne, mention Bien, Université d'Aix-Marseille III, 1993. Major de la promotion. Mémoire sur : *La règle du paiement après service fait dans le droit de la fonction publique.*
- Doctorat en droit, Thèse sur : *L'aptitude dans le droit de la fonction publique* ; soutenance : le vendredi 11 décembre 1998, à la Faculté de Droit et de science politique d'Aix-en-Provence.
Directeur de thèse, président du jury : M. Charles Debbasch, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille III.
Jury : M. Jean-François Hertgen, Conseiller d'État, Président de la CAA de Marseille ;
M. Jean-Claude Vénézia, Professeur émérite à l'Université de Paris II ;
M. Jean-Michel Lemoyne de Forges, Professeur à l'Université de Paris II ;
M. Jacques Bourdon, Professeur à l'Université d'Aix-Marseille III.
- Maître de conférences de droit public : recrutement le 1^{er} septembre 1999 (FDSP Aix-en-Provence) ; titularisation le 1^{er} septembre 2000.
- Habilitation à diriger les recherches, le 31 août 2010.

Travaux, ouvrages, articles, interventions :

(La présentation est chronologique ; les participations aux rééditions d'ouvrages sont indiquées individuellement, c'est-à-dire chaque année de nouvelle édition d'ouvrage ; la participation aux colloques figure dans cette liste, dans l'ordre chronologique).

1997

- 1) Corrigé établi avec M. le professeur Charles Debbasch de sujet d'examen de droit administratif de mai 1997, publié aux *Annales de droit administratif*, DEUG II, Dalloz, 1997, p. 1.
- 2) Chronique de la vie administrative, rubrique Marchés publics, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique* 1997, Tome XX, 1998, pp. 331-347.

1998

- 3) Thèse de doctorat : *L'aptitude dans le droit de la fonction publique*, prés. de M. Charles Debbasch (ouvrage honoré du prix de thèse de droit public de la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence)..
- 4) Corrigé établi avec M. le professeur Charles Debbasch de sujet d'examen de droit administratif de mai 1998, première session, publié aux *Annales de droit administratif*, DEUG II, Dalloz, 1998, p. 1.
- 5) Rapport de fin de monitorat de C.I.E.S.
- 6) Note sous C.E., 4 mai 1998, Sté de bourse Patrice Wargny, *Dr. Adm.*, décembre 1998, p. 23, note n° 380 (thème : professions boursières, juridictions administratives spéciales).

1999

- 7) La confirmation du maire de Paris comme autorité gestionnaire de l'ensemble du domaine public de la ville de Paris, note sous C.E., 11 février 1998, Ville de Paris c/ Association pour la défense des droits des artistes peintres sur la place du Tertre, req. n° 171792, *Les petites Affiches*, 2 février 1999, p. 20.
- 8) Note sous C.E., 22 juin 1998, Commune d'Amélie-les-bains Palalda, req. n° 194740, *Dr. Adm.*, février 1999, note n° 52 (thème : procédure, référé précontractuel, demande préalable du préfet).
- 9) Chronique de la vie administrative, rubrique *Marchés publics*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXI-1998, 1999, pp. 484-502.
- 10) Chronique de la vie administrative, rubrique *Fonction Publique*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXI-1998, 1999, pp. 397-424.
- 11) Corrigé établi avec M. le professeur Charles Debbasch de sujet d'examen de droit administratif - premier semestre - première session – janvier 1999, publié aux *Annales de droit administratif*, DEUG II, Dalloz, 1999, p. 1.
- 12) *La Constitution de la V^e République*, sous la direction de M. le doyen Ch. Debbasch, Dalloz, 1999 ;

2000

- 13) Publication de la Thèse de doctorat : *L'aptitude dans le droit de la fonction publique*, préface de M. Charles Debbasch, L.G.D.J., coll. Bibliothèque de Droit Public, Tome 211, 490 p.
- 14) Le temps d'astreinte dans la fonction publique, *Actualité juridique Fonction Publique*, mars-avril 2000, p. 12.
- 15) Le contrôle de la dénaturation dans le contentieux administratif, *R.D.P.*, 2000, n° 3, pp. 779-827.
- 16) *La Constitution de la Ve République*, sous la direction de M. le doyen Ch. Debbasch, Dalloz, 2^e éd. Dalloz, 2000, 337 p.
- 17) Chronique de la vie administrative, rubrique *Marchés publics*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXII-1999, 2000, pp. 460-471.
- 18) Chronique de la vie administrative, rubrique *Fonction Publique - Réforme de l'État*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXII-1999, 2000, pp. 420-459.

19) Corrigé établi avec M. le professeur Charles Debbasch de sujet d'examen de droit administratif - premier semestre - première session – janvier 2000, publié aux *Annales de droit administratif*, DEUG II, Dalloz, 2000, p. 1.

20) Intervention au colloque de l'Institut de Sciences Pénales et de Criminologie des 5 et 6 mai 2000 sur : *Les Juges : de l'irresponsabilité à la responsabilité ?* - Thème traité : *La responsabilité disciplinaire* : publié in *Les Juges : de l'irresponsabilité à la responsabilité ?*, Actes du colloque, P.U.A.M., 2000, pp. 69-113.

2001

21) Chronique de la vie administrative, rubrique *Marchés publics*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXIII-2000, 2001, p. 418.

22) Chronique de la vie administrative, rubrique *Fonction Publique - Réforme de l'État*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXIII-2000, 2001, p. 491.

23) Corrigé établi avec M. le professeur Charles Debbasch de sujet d'examen de droit administratif - second semestre - première session – juin 2001, publié aux *Annales de droit administratif*, DEUG II, Dalloz, 2001, p. 17.

2002

24) *La Constitution de la Ve République*, sous la direction de M. le doyen Ch. Debbasch, Dalloz, 3^e éd. Dalloz, 2002, 393 p.

25) La péréquation dans le droit de la fonction publique, *Actualité juridique Fonction Publique*, mai-juin 2002, p. 4.

26) Le caractère d'intérêt général comme condition des allègements fiscaux et postaux prévus au profit de la presse, *Dr. Adm.*, février 2002, chron., p. 4.

27) Intervention, à l'occasion de l'inauguration de la Maison de la Justice et du Droit du pays d'Aubagne (20 février 2002), dans un atelier consacré aux médiations.

28) Chronique de la vie administrative, rubrique Administration et économie – Les *marchés publics*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXIV-2001, PUAM, 2002, p. 413.

29) Chronique de la vie administrative, rubrique *Les agents de l'administration et la Réforme de l'État*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXIV-2001, PUAM, 2002, p. 466.

2003

30) Intervention le mardi 4 mars 2003 dans le cadre d'une Table ronde organisée lors de la « semaine de la solidarité », Université de Droit, d'Economie et des Sciences d'Aix-Marseille, du 3 au 6 mars 2003, sur le thème : Le droit et les personnes en difficultés.

31) Intervention le lundi 19 mai 2003 dans le cadre d'un forum local organisé par la ville d'Aubagne, dans un atelier consacré à : « Médiation, résolution des litiges ».

32) Chronique de la vie administrative, rubrique Administration et économie – Les *marchés publics*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXV-2002, PUAM, 2003, pp. 501-511.

33) Chronique de la vie administrative, rubrique *Les agents de l'administration et la Réforme de l'État*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXV-2002, PUAM, 2003, pp. 447-472.

34) La médiation de proximité, *La Revue Administrative*, n° 335, 2003, pp. 517-524.

2004

35) Ch. Debbasch et F. Colin, *Droit administratif*, 7^e éd., Economica, 2004, 782 p.

36) *La Constitution de la Ve République*, sous la direction de M. le doyen Ch. Debbasch, Dalloz, 3^e éd. Dalloz, 2004, 445 p.

- 37) *L'essentiel pour accéder à la fonction publique en France*, Gualino, coll. Les Carrés Rouges, 2004, 127 p.
- 38) La révision du statut des militaires – Rapport du 4 novembre 2003 de la Commission de révision du statut général des militaires, *JCP A* n° 5, 26 janvier 2004, pp. 114-115.
- 39) Le Comité pour l'implantation territoriale des emplois publics, *Les cahiers du CRA*, janvier 2004, pp. 11-16.
- 40) Précisions sur la notion d'insuffisance professionnelle, note sous C.A.A. de Marseille, 30 sept. 2003, Ville de Toulon, *JCP A* n° 14, 29 mars 2004, 1237.
- 41) *Personnels des administrations parisiennes*, Jurisclasseur Fonctions publiques, fascicule n° 540, 5/2004, 15 p.
- 42) *Hygiène et sécurité*, Jurisclasseur Fonctions publiques, fascicule n° 270, 5/2004, 14 p.
- 43) *Agents des chambres consulaires*, Jurisclasseur Fonctions publiques, fascicule n° 820, 5/2004, 8 p.
- 44) Chronique de la vie administrative, rubrique *Les agents de l'administration et la Réforme de l'État*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXVI-2003, PUAM, 2004, pp. 389-414.

2005

- 45) Ch. Debbasch et F. Colin, *Administration publique*, 6^e éd., Economica, 2005, 1117 p.
- 46) *Droit public économique*, 1^{ère} éd., Gualino, coll. mémentos LMD, Paris, 2005, 280 p.
- 47) La taxation sur les emplacements publicitaires fixes, *Les cahiers du CRA*, février 2005, pp. 22-25.
- 48) Les « bons d'échange » ou « vouchers » de service public, *Rev. Int. des sciences adm.*, vol. 71, n° 1, mars 2005, pp. 19-34.
- 49) Chronique de la vie administrative, rubrique *Les agents de l'administration et la Réforme de l'État*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXVII-2004, PUAM, 2005, pp. 419-437.
- 50) Refonte du Cours de Droit de la Fonction publique dans le cadre de la nouvelle charte éditoriale résultant du passage du projet Campus de France, repris dans le Cadre de L'université Numérique Juridique Francophone (UNJF).

2006

- 51) Temps d'astreinte et durée effective de travail, note sous CE, 26 octobre 2005, Synd. Pénitentiaire Force Ouvrière, *JCP A*, n° 8-9, 20 février 2006, comm. 1044, p. 277 s.
- 52) La gestion des ressources humaines dans l'armée française : une tradition d'innovation, *Les Cahiers du CRA*, mars 2006, pp. 12-17.
- 53) De la courtoisie dans le service public, *AJFP* n° 2/2006, pp. 60-64.
- 54) La conciliation entre pratique sportive et tranquillité publique, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 4, 2006, pp. 15-23.
- 55) Le Tour de France saisi par le droit administratif, *Revue Juridique et Economique du Sport*, n° 79, Juin 2006, pp. 151-162.
- 56) L'Assemblée des français de l'étranger, *Les cahiers du CRA*, juillet 2006, pp. 17-21.
- 57) Le brevet de sécurité routière, *Rev. Adm.*, Août-septembre 2006, comm. 135, pp. 29-30.
- 58) Chronique de la vie administrative, rubrique *Les agents de l'administration et la Réforme de l'État*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXIII-2005, PUAM, 2006, pp. 425-449.
- 59) De la confiance dans les agents publics, *AJFP* n° 6/2006, pp. 310-318.

2007

- 60) L'utilisation d'indices concordants en droit administratif, *AJDA* n° 1/2007, pp. 18-23.
- 61) La notion administrative d'aire de sport, note sous CAA Bordeaux, 1^e ch., 31 août 2006, Mme Danielle Broustaud, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 6, janvier 2007, pp. 95-99.

- 62) La contribution du juge administratif à la définition de la notion d'équipement sportif, note sous CAA Paris, 1^e Ch., 6 juillet 2006, M. et Mme Jacques Bertin et M. et Mme Jean Lacombe, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 6, janvier 2007, pp. 99-104.
- 63) La prise en compte des activités sportives à l'occasion du contrôle juridictionnel des opérations d'aménagement d'utilité publique, note sous CE, 10 novembre 2006, Association de Défense du Rizzanèse et de son Environnement (ADRE) et autres, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 6, janvier 2007, pp. 104-114.
- 64) Le contrôle juridictionnel de l'implantation d'une piste de sport mécanique au regard des règles d'élaboration d'un plan local d'urbanisme, note sous CAA Nancy, 1^e Ch., 19 octobre 2006, Communauté de communes "Ill & Gersbach", Commune de Jettinger, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 6, janvier 2007, pp. 114-120.
- 65) Les conséquences de l'ouverture au public des aires de jeu, note sous CAA Paris, 3^e Ch., 6 septembre 2006, Nolot, Ministère des transports, de l'Équipement, du tourisme et de la mer, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 6, janvier 2007, pp. 120-125.
- 66) Les délocalisations publiques, *La revue administrative*, n° 355, janvier 2007, pp. 51-59.
- 67) Le contrôle juridictionnel du refus ministériel d'agrément d'une fédération sportive, note sous CE, 29 décembre 2006, Fédération de boxe Thaï Muay - Thaï et disciplines assimilées c/ Ministère des sports, n° 278459, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 7, mars 2007, pp. 59-63.
- 68) L'appréciation de la liberté d'accès aux documents administratifs en matière sportive : le cas des documents détenus par le CNOSF, note sous CE, 10 janvier 2007, Comité national olympique et sportif français, n° 280069, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 7, mars 2007, pp. 64-66.
- 69) L'obligation de recours administratif préalable en matière de contentieux de décisions fédérales sportives, note sous CE, 22 novembre 2006, Association squash rouennaise, Fédération française de squash, n° 289839, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 7, mars 2007, pp. 89-91.
- 70) La combinaison des responsabilités pour dommage accidentel de travaux publics et pour faute de l'autorité de police administrative, relative aux usagers d'équipements sportifs, note sous CAA de Nancy, 14 décembre 2006, Colas, Commune de Longchaumois, n° 05NC01012, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 7, mars 2007, pp. 160-166.
- 71) De la réglementation de la circulation des quads et autres véhicules à moteur dans les espaces naturels, note sous CE, 10 Janvier 2007, Collectif pour la défense des loisirs verts ; PEOT ; Fédération française de motocyclisme ; Fédération française de 4x4, Ministère de l'écologie et du développement durable, n° 286701, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 7, mars 2007, pp. 167-173.
- 72) *L'essentiel du droit administratif des biens*, Les Carrés, Gualino éditeur, avril 2007, 149 p.
- 73) On a assassiné Trenet !, *Les Cahiers du CRA*, n° 11, mai 2007, pp. 21-23.
- 74) Le licenciement d'un collaborateur de cabinet des administrations parisiennes, note sous CAA de Paris, 11 avril 2006, Ville de Paris, req. n° 05PA04055, *Les Cahiers du CRA*, n° 11, mai 2007, pp. 25-30.
- 75) La condition d'urgence du référé-suspension administratif et de rejet de la requête par voie d'ordonnance, note sous Conseil d'État, ord., 9 mars 2007, Derrien, n° 302046, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 8, juin 2007, pp. 58-61.
- 76) La procédure d'abrogation d'un agrément de fédération sportive, note sous Conseil d'État, 28 février 2007, Comité régional d'équitation du Languedoc-Roussillon, Ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative, n° 285654, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 8, juin 2007, pp. 54- 57.
- 77) Le contrôle juridictionnel de l'utilité publique des projets d'aménagement sportif, note sous de Nancy, 1^{er} Février 2007, Develle c/ Ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, n° 05NC01210, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 8, juin 2007, pp. 93-98.
- 78) La confirmation du pouvoir discrétionnaire du ministre en matière de refus d'agrément de fédération sportive, note sous Conseil d'État, 24 janvier 2007, Fédération de karaté traditionnel et arts martiaux assimilés en France (FKTAMAF), n° 288153, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 8, juin 2007, pp. 62-66.
- 79) La compétence juridictionnelle en matière de liquidation d'une société d'économie mixte à vocation sportive, note sous Tribunal des Conflits, 20 novembre 2006, Préfet du Gard, SEM Olympique d'Alès en Cévennes, n° C3570, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 8, juin 2007, pp. 51-53.

- 80) Le bon fonctionnement du service public, *Revue de la Recherche Juridique*, T. 31, n° 115, 2006-4, pp. 2055-2088.
- 81) Les usages locaux, source du droit administratif, *RFDA*, mai-juin 2007, n° 3, pp. 466-476.
- 82) Ch. Debbasch et F. Colin, *Droit administratif*, 8^e éd., Economica, 2007, 769 p.
- 83) Chronique de la vie administrative, rubrique *Les agents de l'administration et la Réforme de l'État*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXIX-2006, PUAM, 2007, pp. 463-486.
- 84) La consécration de la double fonction du Parlement, retour sur la décision d'Assemblée du Conseil d'Etat du 8 février 2007, Gardedieu, *Les Cahiers du CRA*, n° 12, octobre 2007, pp. 23-31.
- 85) Les responsabilités juridiques de droit public liées à la pratique du cyclisme amateur, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 9, novembre 2007, pp. 69-74.
- 86) L'équivalence communautaire des diplômes en matière sportive, note sous CAA de Bordeaux, 7 mai 2007, M. Yves X, n° 05BX01188, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 9, novembre 2007, pp. 82-87.
- 87) Le pouvoir réglementaire du ministre des sports en matière d'obligation de carte d'éducateur sportif, note sous Conseil d'Etat, 7 Mars 2007, Syndicat national professionnel des maîtres nageurs sauveteurs, n° 290856, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 9, novembre 2007, pp. 88-91.
- 88) Le contentieux du refus de promotion dans la fonction publique d'Etat : l'application à un professeur de sport, note sous Conseil d'État, 25 mai 2007, M. Jean-Claude B, n° 282427, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 9, novembre 2007, pp. 92-94.
- 89) Les conditions de suspension d'une autorisation de rallye automobile, note sous Conseil d'Etat, ord., 11 mai 2007, Association interdépartementale et intercommunale pour la protection du lac de Sainte Croix, de son environnement, des lacs, sites et villages du Verdon, Comité de sauvegarde de Clarency-Valensole, n° 305427, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 9, novembre 2007, pp. 100-104.
- 90) De l'appartenance au domaine public des biens des personnes publiques affectés aux activités sportives et de ses effets, note sous CAA de Bordeaux, 26 juin 2007, M. Benoît X, n° 04BX01259, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 9, novembre 2007, pp. 105-109.
- 91) La nature juridique d'une mesure d'interdiction des sports d'eau vive sur le domaine privé communal, note sous CAA Bordeaux, 2 mai 2007, Fédération française de la montagne et de l'escalade, n° 04BX02020, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 9, novembre 2007, pp. 110-113.
- 92) La responsabilité de la puissance publique en matière d'activité de contrôle appliquée à l'homologation d'un circuit de compétition de karting, note sous Conseil d'État, 23 mai 2007, M. Pierre A, n° 290728, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 9, novembre 2007, pp. 154-157.
- 93) Pèlerinage et droit administratif, *JCP A*, 3 décembre 2007, n° 49, 2318, pp. 30-33.

2008

- 94) La protection de la réputation dans le cadre du service public, *Cah. Fonct. Publ. et adm.*, n° 274, janvier 2008, pp. 16-20.
- 95) Les règles de contrôle applicables aux compétences des fédérations sportives en matière de formation des arbitres fédéraux, note sous Cour Administrative d'Appel de Bordeaux, 31 juillet 2007, M. Didier X., n° 05BX01572, *Les Cahiers de droit du sport* n° 10, mars 2008, pp. 29-33.
- 96) Le régime de responsabilité administrative applicable aux décisions d'autorisation de construction d'équipements sportifs, note sous Cour administrative d'appel de Douai, 7 juin 2007, Mme Mauricette X., n° 06DA01141, *Les Cahiers de droit du sport* n° 10, mars 2008, pp. 126-132.
- 97) L'indemnisation de la perte de chance suite au refus illégal de concourir en vue d'être recruté comme professeur de sport dans la fonction publique territoriale, note sous Cour Administrative d'Appel de Paris, 25 septembre 2007, M. Lutz Y., n° 04PA01918, *Les Cahiers de droit du sport* n° 10, mars 2008, pp. 63-66.
- 98) Les conséquences sur les relations de travail de la reprise en régie par une collectivité territoriale d'un service public industriel et commercial à vocation sportive, note sous Cour de Cassation, Chambre sociale, 19 septembre 2007, Ville de Bitche, n° 06-60203, *Les Cahiers de droit du sport* n° 10, mars 2008, pp. 67-69.

- 99) Le régime juridique des établissements de baignade d'accès payant, note sous Conseil d'État, 25 juillet 2007, S.A. Les Pyramides, n° 278161, *Les Cahiers de droit du sport* n° 10, mars 2008, pp. 70-72.
- 100) Intelligence administrative, *Revue de la Recherche Juridique*, XXXIII, n° 121, 2008-1, pp. 215-254.
- 101) Consistance et protection des phares et balises, *Les Cahiers du CRA*, n° 13, avril 2008, pp. 31-34.
- 102) La répartition des compétences d'appel au sein de la juridiction administrative en matière de fonction publique, note sous CE, 4 avr. 2008, n° 299793 et 300251, Min. Budget et Min. Éduc. nat. c/ Ingenbleek, *JCP A*, 2 juin 2008, n° 23, comm. n° 2136.
- 103) La rupture de droits, *La revue administrative*, mai 2008, pp. 298-306.
- 104) Les règles de fixation des tarifs des services publics industriels et commerciaux : le cas des remontées mécaniques, note sous CAA Bordeaux, 13 novembre 2007, Régie des sports d'hiver de Luz-Ardenen, *Les Cahiers de droit du sport* n° 11, juin 2008, pp. 90-94.
- 105) La conciliation entre homologation des circuits de vitesse de véhicules terrestres à moteur et tranquillité publique, note sous CE, 11 Janvier 2008, Association Vigilance Nature Environnement Bresse-Revermont et autres c. Ministère de l'intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales, *Les Cahiers de droit du sport* n° 11, juin 2008, pp. 95-101.
- 106) La responsabilité juridique de l'administration dans le cas de cessation d'activité d'une association sportive transparente, note sous CAA Paris, 18 décembre 2007, Commune d'Asnières-sur-Seine, n° 06PA03200, *Les Cahiers de droit du sport* n° 11, juin 2008, pp. 149-153.
- 107) L'étendue du contrôle du juge administratif de cassation sur les sanctions des juridictions sportives fédérales, note sous CE, 28 novembre 2007, Fédération française de judo, kendo, jujitsu et disciplines associées, n° 294916, *Les Cahiers de droit du sport* n° 11, juin 2008, pp. 154-158.
- 108) La personne handicapée et la fonction publique, Table ronde relative à l'insertion des personnes handicapées : Institut de formation en droit médical et pharmaceutique – Institut de formation en droit social, intervention publiée in *Les cahiers de droit de la santé du sud-est*, n° 8, PUAM, 2008, pp. 147-167.
- 109) *Droit public économique*, 2^e éd., Mémentos LMD, Gualino-Lextenso éditions, août 2008, 290 p.
- 110) Absence de requalification d'un contrat emploi-jeune effectué au sein des centres régionaux d'éducation populaire et de sport (CREPS), note sous CAA de Lyon, 26 février 2008, M. Patrick X, n° 06LY00863, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 12, septembre 2008, pp. 63-68.
- 111) Le contrôle par le juge administratif du classement des arbitres fédéraux, note sous CE, 3 mars 2008, M. Bruno A., n° 299444, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 12, septembre 2008, pp. 57-62.
- 112) De la légalité des restrictions apportées aux concentrations et manifestations comportant la participation de véhicules terrestres à moteur, note sous CE, 7 mai 2008, Association collectif pour la défense des loisirs verts, n° 298836, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 12, septembre 2008, pp. 71-78.
- 113) Le contrôle par le juge administratif de la compatibilité de projets routiers avec les schémas directeurs ou les schémas d'aménagements et de gestion des eaux invoqués par les associations sportives nautiques, note sous CE, 16 janvier 2008, Association Jeune Canoë Kayak Avignonnais et autres, n° 289893, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 12, septembre 2008, pp. 79-83.
- 114) La responsabilité pour dol des co-contractants de l'administration dans la passation des marchés publics des grands projets d'aménagement des jeux olympiques d'hiver à Albertville, note sous CE, 19 mars 2008, Société Dumez S.A. et autres, n° 269134, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 12, septembre 2008, pp. 128-135.
- 115) Les sports de nature, *Lamy droit du sport*, 2008, 27 p.
- 116) La médiation administrative : le délégué du Médiateur de la République, Table ronde - Journée Médiation, villes d'Aubagne et La Penne sur Huveaune, 21 octobre 2008.
- 117) Les règles de notation des officiers de police judiciaire, *AJFP*, novembre-décembre 2008, pp. 292-297.
- 118) Chronique de la vie administrative, rubrique *Les agents de l'administration et la Réforme de l'État*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXX-2007, PUAM, 2008, pp. 432-448.
- 119) De la valeur juridique de la charte des droits et obligations du contribuable vérifié, *Les Cahiers du CRA*, n° 14, octobre 2008, pp. 17-20.

2009

- 120) Le droit d'accès aux documents administratifs des fédérations sportives, note sous CE, 6 octobre 2008, Fromentin, Ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, n° 289389, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 14, février 2009, pp. 43-48.
- 121) Le contrôle du juge administratif sur la dissolution d'une association de soutien à un club sportif, note sous CE, 25 juillet 2008, Association nouvelle des Boulogne boys, n° 315723, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 14, février 2009, pp. 94-99.
- 122) Le contentieux du référé suspension en matière de sanction sportive : le cas du retrait de point au classement d'un championnat, note sous CE, 20 octobre 2008, Fédération française de football c/ Société Paris Saint-Germain football, n° 320111, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 14, février 2009, pp. 105-109.
- 123) Le référé suspension contre une sanction disciplinaire prise à l'encontre d'un sportif et la règle de non aggravation des sanctions disciplinaires, note sous CE, ord. réf., 30 juillet 2008, Fédération française de la montagne et de l'escalade c/ Chabot, n° 304813, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 14, février 2009, pp. 159-163.
- 124) Les conditions d'octroi du référé suspension en matière de décision d'homologation de classement de championnat d'une fédération sportive, note sous CE, 29 août 2008, Association Avenir Sportif Béziers, Association Angoulême Charente football club, n° 318984, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 14, février 2009, pp. 115-116.
- 125) La lutte contre la pollution lumineuse, *Les Cahiers du CRA*, n° 15, avril 2009, pp. 53-64.
- 126) Le contrôle du juge administratif des référés sur la suspension par l'AFLD d'un sportif amateur pour dopage, note sous CE, 2 décembre 2008, Benjamin D., n° 312887, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 15, mai 2009, pp. 100 - 104.
- 127) L'incompétence du conseil municipal pour interdire la pratique des sports en eaux vives sur le domaine communal, note sous CE, 11 décembre 2008, Fédération française de la Montagne et de l'Escalade, n° 307084, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 15, mai 2009, pp. 87-92.
- 128) La diversité des voies de mise en cause de la responsabilité de la commune en cas d'accident de ski, note sous CE, 19 février 2009, Beauvils, n° 293020, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 15, mai 2009, pp. 135-140.
- 129) La limitation de la compétence normative es fédérations sportives, note sous CE, 19 novembre 2008, Association nationale des ligues de sport professionnel, n° 296633, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 15, mai 2009, pp. 53-56.
- 130) Le contrôle juridictionnel des interdictions d'activités sportives sous-marines consécutives à la création d'une réserve naturelle nationale maritime, note sous CE, 26 novembre 2008, Groupement pour la défense de la pêche sous-marine et du milieu marin, n° 305872, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 15, mai 2009, pp. 83-86.
- 131) De l'intérêt du référé-suspension pour prévenir la réalisation d'un défrichement pour créer une station de ski, note sous CE, 13 mars 2009, Ministre de l'agriculture et de la pêche ; Communauté de communes du Donezan, n° 319242, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 16, septembre 2009, pp. 81-85.
- 132) Le maintien des droits d'enseigner des éducateurs sportifs diplômés jusqu'au 28 août 2007, note sous CE, 30 mars 2009, Syndicat national des entreprises exploitant les activités physiques et récréatives des loisirs marchands, n° 315767, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 16, septembre 2009, pp. 55-58.
- 133) Le contrôle du juge administratif sur la suspension d'un sportif par l'AFLD pour s'être soustrait à un contrôle anti-dopage, note sous CE, 19 février 2009, M. Rachid A, n° 315015, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 16, septembre 2009, pp. 98-102.
- 134) Les règles de responsabilité administrative appliquées aux sorties sportives organisées par les communes, note sous CAA de Bordeaux, 31 mars 2009, Mme Séverine X, n° 07BX02528, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 16, septembre 2009, pp. 125-127.
- 135) La responsabilité encourue par la commune du fait de l'accident d'un parent encadrant une sortie scolaire à vélo, note sous CAA de Douai, 20 janvier 2009, Mme Muriel X. et autres, n° 07DA02021, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 16, septembre 2009, pp. 119-124.

- 136) *L'essentiel de la jurisprudence constitutionnelle*, les Carrés, Gualino - Lextenso éditions, août 2009, 145 p.
- 137) *L'essentiel de la jurisprudence administrative*, les Carrés, Gualino - Lextenso éditions, août 2009, 191 p.
- 138) *Droit public*, Coll. Fonction publique - Concours, Gualino - Lextenso éditions, août 2009, 633 p.
- 139) La faute d'imprudance de la victime en droit administratif, *Rev. Rech. Jurid.*, 2009-1, T. XXXIV, n° 126, pp. 443-453.
- 140) Chronique de la vie administrative, rubrique *Les agents de l'administration et la Réforme de l'État*, France, *Annuaire Européen de l'Administration Publique*, Tome XXXI-2008, PUAM, 2009, pp. 341-362.
- 141) La récidive administrative, *AJDA*, 23 novembre 2009, pp. 2148-2154.
- 142) La gestion administrative des sites cinéraires en France, *Annuaire Droit et Religions*, PUAM, vol. 4, 2009, pp. 357-366.
- 143) Le régime de la demande de conciliation devant le Comité national olympique et sportif français, note sous CAA de Bordeaux, 2 juin 2009, Comité national olympique et sportif français (CNOSF), n° 08BX00374, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 17, novembre 2009, pp. 57-60.
- 144) Le contentieux administratif des transferts d'agrément de fédérations sportives, note sous CE, 19 juin 2009, Fédération française de full contact et disciplines associées et la Fédération française de Muaythai et disciplines associées, n° 319895, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 17, novembre 2009, pp. 78-82.
- 145) Le contrôle contentieux par le juge administratif, sur le fond, des sanctions prises par l'AFLD et les effets du rejet d'une demande d'annulation d'une sanction ayant fait l'objet d'une suspension, note sous CE, 3 juillet 2009, M. Benjamin Descubes, n° 321457, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 17, novembre 2009, pp. 121-125.
- 146) Le contentieux administratif de la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance d'une certification professionnelle en matière sportive, note sous CE, 3 juillet 2009, Ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, n°304154, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 17, novembre 2009, pp. 107-110.
- 147) Les équipements sportifs complexes doivent-ils faire l'objet d'un ou de plusieurs permis de construire ?, note sous CE, Section, 17 juillet 2009, Commune de Grenoble et Communauté d'agglomération Grenoble Alpes métropole, n° 301615, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 17, novembre 2009, pp. 116-120.

2010

- 148) La signalisation routière en langue régionale, *Rev. Gén. Collectivités Territoriales*, n° 46, janvier 2010, pp. 35-43.
- 149) La situation des organisations syndicales non représentatives dans la fonction publique, comm. sous CE, 15 mai 2009, Fédération CNT PTT, n° 299205, *AJFP*, n° 2/2010, pp. 79-83.
- 150) La légalité des analyses sanguines « rétrospectives » en matière de lutte antidopage, note sous Conseil d'État, 28 octobre 2009, M. Stefan Schumacher, n° 327306, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 18, février 2010, pp. 82-89.
- 151) L'appréciation de la légalité d'un arrêté d'autorisation d'un circuit de véhicules terrestres à moteur à l'occasion d'un référé-suspension, note sous Conseil d'État, 17 novembre 2009, Collectif contre le bruit du circuit d'Albi, n° 332744, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 18, février 2010, pp. 78-81.
- 152) La confirmation du contrôle minimum du juge administratif sur les sanctions prises par l'AFLD, note sous Conseil d'État, 23 octobre 2009, M. Davitiani, n° 321554, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 18, février 2010, pp. 95-99.
- 153) Le contrôle juridictionnel de la procédure disciplinaire en matière de dopage, note sous Conseil d'État, 23 octobre 2009, n° 321553, M. Matray, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 18, février 2010, pp. 90-94.

- 154) La responsabilité administrative pour défaut d'entretien de l'ouvrage public applicable à un accident de vélo sur la voie publique, note sous Cour Administrative d'Appel de Nancy, 15 octobre 2009, Mme Tridon, n° 08NC01359, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 18, février 2010, pp. 120-125.
- 155) La répartition des compétences contentieuses en matière de litiges en responsabilité impliquant une fédération sportive agréée, note sous Cass. 1^{ère} civ., 3 mars 2010, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 19, avril 2010, pp. 25-28.
- 156) Les modalités de communication des documents administratifs détenus par les fédérations sportives, note sous CE, 17 février 2010, M. Fromentin c/ ligue de karaté de Bourgogne, n° 289389, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 19, avril 2010, pp. 39-42.
- 157) La conciliation des usages de l'eau appliquée à l'interdiction de la spéléologie dans le but de protéger un captage d'eau destiné à la consommation humaine, note sous CAA Lyon, 5 janvier 2010, Comité départemental de spéléologie de la Drôme, n° 08LY00434, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 19, avril 2010, pp. 79-84.
- 158) Le contrôle juridictionnel du refus d'autorisation d'acquisition et de détention d'armes demandé dans le cadre du tir sportif Note sous CAA Versailles, 9 février 2010, M. Polf, n° 08VE02599, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 19, avril 2010, pp. 85-90.
- 159) L'établissement du caractère objectif de « l'infraction » de dopage par le Conseil d'Etat, note sous CE, 2 mars 2010, Fédération française d'athlétisme, n° 324439, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 19, avril 2010, pp. 94-98.
- 160) Les conséquences disciplinaires de manquements aux règles de sécurité par les agents publics, *Les Cahiers du CRA*, mai 2010, pp. 65-67.
- 161) *L'essentiel de la jurisprudence constitutionnelle*, les Carrés, Gualino - Lextenso éditions, 2^e éd., septembre 2010.
- 162) *L'essentiel de la jurisprudence administrative*, les Carrés, Gualino - Lextenso éditions, 2^e éd., septembre 2010.
- 163) *L'essentiel du droit administratif des biens*, Les Carrés, Gualino- Lextenso éditions, mai 2010.
- 164) L'impossible bloc de compétence contentieux en matière de sanctions sportives, Note sous CE 19 mars 2010, M. Chotard, n° 318549, *Les Cahiers de droit du sport* n° 20, juin 2010, pp. 45-49.
- 165) L'appréciation des conditions d'octroi du référé suspension en matière de sanctions sportives, Note sous CE, ord., 22 mars 2010, M. Mars-Tarder, n°337285, *Les Cahiers de droit du sport* n° 20, juin 2010, 22 mars 2010, pp. 78-81.
- 166) *Droit de la fonction publique*, Mémentos LMD, Gualino - Lextenso, septembre 2010, 250 p.
- 167) *Droit administratif*, 9^e éd. (collab.), Economica, septembre 2010.
- 168) Chronique de la vie administrative, rubrique Les agents de l'administration et la Réforme de l'État, France, Annuaire Européen de l'Administration Publique, Tome XXXII-2009, PUAM, 2010, pp. 453-477.
- 169) Refus d'une fédération sportive d'organiser des compétitions et erreur de droit du ministre accordant la délégation, note sous CE, sect., 11 juin 2010, M. Bardoux et autres, n° 329011, *Les Cahiers de droit du sport*, 2010, n° 21, pp. 51-53.
- 170) La répartition des compétences juridictionnelles en matière de litiges mettant en cause la responsabilité des fédérations délégataires lors de la délivrance de « dans » et grades, note sous Tribunal des conflits, 21 juin 2010, M. X... c / Fédération française de judo, jujitsu, kendo et disciplines associées (FFJDA), n° 3759, *Les Cahiers de droit du sport*, 21 juin 2010, 2010, n° 21, pp. 54-56.
- 171) La notion d'établissement de pratique d'activités physiques ou sportives au sens de la réglementation du droit du sport en matière de sécurité, Note sous CE, 11 juin 2010, Fédération nationale professionnelle des loueurs de canoës kayaks, n° 330614, *Les Cahiers de droit du sport*, 2010, n° 21, pp. 99-101.
- 172) Lutte antidopage, exercice du pouvoir disciplinaire, et période d'affiliation à une fédération sportive, note sous CE, sect., 25 mai 2010, M. Stanislas, n° 332045, *Les Cahiers de droit du sport*, 2010, n° 21, pp. 111-115.

173) Le contrôle de la dissolution d'associations de supporters par décret du Premier ministre, note sous CE, 13 juillet 2010 (2 arrêts), Association Les Authentiks, n°339257 ; Association Supras Auteuil 91, n° 339293, *Les Cahiers de droit du sport*, 2010, n° 21, pp. 148-154.

174) Les règles de droit administratif applicables aux pistes cyclables, *JCP A* 8 novembre 2010, n° 45-46, étude 2236.

175) Plaidoyer pour un renouveau de la corvée communale, *RGCT* n° 48, octobre 2010, pp. 207-214.

- La difficulté sérieuse pour le juge administratif, *Revue de la Recherche Juridique*, n° 3 / 2010, pp. 1891-1914.

2011

176) (avec André Lucas) : La désignation des personnels hospitaliers afin de prévenir l'interruption du service public, *AJFP* n° 1 – janvier-février 2011, pp. 21-25.

177) Le regret a-t-il sa place dans l'action administrative ?, *Rev. Adm.*, n° 379, janv.-fév. 2011, pp. 33-36.

178) La compétence contentieuse au sein de la juridiction administrative en matière de refus par une fédération sportive de demande de mutation de club, note sous CE 19 octobre 2010, Mme Anne-Sophie B, n° 339905, *Les Cahiers de droit du sport*, 2010, n° 21, pp. 39-42.

179) L'obligation de recours administratif préalable obligatoire en matière sportive, note sous CAA Nancy, 18 octobre 2010, M. Angelo A., n° 09NC01519, *Les Cahiers de droit du sport*, 2010, n° 22, pp. 43-45.

180) Le contrôle juridictionnel des décisions ministérielles d'agrément et de délégation au profit des fédérations sportives, note sous CE 10 novembre 2010, Fédération de Full contact et disciplines associées, n° 333500, *Les Cahiers de droit du sport*, 2010, n° 22, pp. 46-50.

181) Protection de l'environnement et autorisation administrative de création d'un golf, note sous CAA Nantes, 8 octobre 2010, Association pour la Protection des sites Natura 2000 et autres, n° 09NT01117, *Les Cahiers de droit du sport*, 2010, n° 22, pp. 90-93.

182) De l'utilité du référé suspension à l'encontre des décisions de rétrogradation en championnat
Note sous CE 16 septembre 2010, Fédération Française de Rugby, n° 342530, *Les Cahiers de droit du sport*, 2010, n° 22, pp. 94-97.

183) Stade Jean Bouin : les critères subtils de différenciation entre DSP et contrat d'occupation domaniale du domaine public et les obligations de publicité subséquentes, note sous CE, 3 décembre 2010, Ville de Paris, n° 338272, *Les Cahiers de droit du sport*, 2011, n° 23, pp. 58-65.

184) L'utilisation du référé « mesures utiles » afin d'obtenir l'expulsion d'occupants sans titre au sein d'équipements sportifs, note sous CE, 22 octobre 2010, M. Serge A, n° 335051, *Les Cahiers de droit du sport*, 2011, n° 23, pp. 66-70.

185) *La protection fonctionnelle des agents publics : bilan*, Les Entretiens de Breteuil, Tribunal Administratif de Marseille, 10 juin 2011.

186) De la difficulté du référé-suspension en matière d'aménagement de pistes cyclables, note sous CE, 27 avril 2011, n°341406, Association Collectif Vélos en Ville, *Les Cahiers de droit du sport*, 2011, n° 24, pp. 42-45.

187) Le contrôle minimum du juge administratif sur la faculté d'évocation de la Ligue de football professionnel en matière d'homologation de classement, note sous CE, 21 mars 2011, Me C., n°318140, *Les Cahiers de droit du sport*, 2011, n° 24, pp. 64-67.

188) La lutte antidopage nécessite la mise en place de contraintes en matière de suivi médical des sportifs, note sous CE, 24 février 2011, 24 février 2011, Union nationale des footballeurs professionnels, n°340122, *Les Cahiers de droit du sport*, 2011, n° 24, pp. 68-72.

189) La participation de la question prioritaire de constitutionnalité au renouvellement du contentieux administratif du sport en matière de dopage, note sous CE, 11 mars 2011, M. A., n° 341658, *Les Cahiers de droit du sport*, 2011, n° 24, pp. 73-76.

190) Le contrôle des conditions réglementaires de commercialisation des paris sportifs en ligne, note sous CE 30 mars 2011, n°342142, Société Betclie Enterprises Limited, *Les Cahiers de droit du sport*, 2010, n° 24, pp. 106-111.

- 191) *L'essentiel des grands arrêts de la jurisprudence administrative*, les Carrés, Gualino - Lextenso éditions, 3^e éd., septembre 2011, 208 p.
- 192) Le financement public des coupes du monde, in *Droit et coupes du monde*, sous dir. M. Maisonneuve, Economica, 2011, pp. 237-248.
- 193) *Droit public économique : Sources et principes*, Secteur public, Régulation économique, 3^e éd., Gualino-Lextenso éd., oct. 2011, 321 p.
- 194) L'Observatoire économique de l'achat public, *Les Cahiers du CRA*, n° 18, mars 2011., pp. 17-22
- 195) Les répercussions des difficultés personnelles graves connues par un agent public, sur l'accomplissement de sa fonction, *Les cahiers du CRA*, n° 18, mars 2011, pp. 41-46.
- 196) L'encadrement par le droit de la fonction publique des cadeaux faits aux agents publics, *AJFP*, n° 6, 2011, pp. 353-357.
- 197) Chronique de la vie administrative, rubrique Les agents de l'administration et la Réforme de l'État, France, Annuaire Européen d'Administration Publique, Tome XXXIII-2010, PUAM, 2011, pp. 485-509.
- 198) La mise en œuvre de la « procédure de tri » devant le juge du référé administratif, appliquée en matière sportive, note sous CE, 1^{er} juin 2011, Société Equ'la, n° 349613, *Les Cahiers de droit du sport*, 2011, n° 25, pp. 73-75.
- 199) Les effets de l'abrogation en cours d'instance de dispositions d'un règlement intérieur de fédération sportive agréée, note sous CE, 1^{er} juillet 2011, Ligue d'Auvergne de football, n° 340209, *Les Cahiers de droit du sport*, 2011, n° 25, pp. 116-119.
- 200) Le contrôle du juge du référé en matière de fermeture administrative d'un aérodrome, note sous CE, ord., 28 juillet 2011, Conseil National des Fédérations Aéronautiques et Sportives, n° 350566, *Les Cahiers de droit du sport*, 2011, n° 25, pp. 139-142.
- 201) Le contrôle du juge administratif sur la décision ministérielle d'homologation d'un circuit de vitesse, note sous CE, 26 juillet 2011, M. Daniel A et Mme Marie-Françoise A, n° 340806, *Les Cahiers de droit du sport*, 2011, n° 25, pp. 143-146.
- 202) Les règles de la procédure disciplinaire suivies devant l'AFLD ne contreviennent pas au principe de séparation des autorités administratives et juridictionnelles, note sous CE, ord., 13 juillet 2011, M. Jean-Sébastien Bonvoisin, n° 350274, *Les Cahiers de droit du sport*, 2011, n° 25, pp. 160-164.
- 203) Collectivités territoriales et réglementation de l'utilisation des équipements sportifs, *BJCL* n° 11/2011, nov. 2011, pp. 730-738.
- 204) *Droit administratif*, 10^e éd. (collab.), Economica, octobre 2011, 734 p.

2012

- 205) Mise en ligne de 10 commentaires d'arrêts dans le cadre du cours de droit de la fonction publique, UNJF.
- 206) Les effets d'un protocole transactionnel relatif à une suspension d'un mandat de représentation d'une ligue régionale par une fédération nationale devant le juge administratif, note sous CE 18 novembre 2011, Ligue d'escrime du Languedoc-Roussillon, n° 343117, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 26, pp. 69-71.
- 207) Un report d'examen (de plongée) soumis à examen, note sous CE, 12 octobre 2011, Mme Isabelle A., n° 338364, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 26, pp. 109-111.
- 208) La confirmation par le juge administratif du critère de distinction entre loisir et sport, note sous CE, 9 novembre 2011, Fédération Française de Darts, n° 347382, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 26, pp. 132-135.
- 209) Le contrôle minimum du juge administratif en matière de contrôle de décision de refus d'autorisation d'usage de produits à usage thérapeutiques prise à l'encontre de sportifs, note sous CE 4 novembre 2011, Mme Christine A., n° 336937, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 26, pp. 145-147.
- 210) La faculté d'auto-saisine de l'AFLD en matière de réformation des décisions de sanction des fédérations sportives ne porte pas atteinte aux principes du procès équitable, note sous CE, 9 novembre 2011, M. Alexandre A., n° 341658, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 26, pp. 148-152.

- 211) De l'obligation pour tout agent public de respecter sa hiérarchie, *AJFP* n° 02/2012, pp. 92-95.
- 212) De l'indulgence en droit administratif, *AJDA* n° 15/2012, pp. 794-799.
- 213) L'utilisation de la suggestion dans l'action administrative, *La Revue administrative*, n° 386, mars-avril 2012, pp. 147-154.
- 214) La singulière ratification de l'ordonnance du 14 avril 2010 relative à la santé des sportifs et à la mise en conformité du Code du sport avec les principes du Code mondial antidopage, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 27, pp. 112-118.
- 215) L'intérêt limité du référé suspension en cas de recours contre un refus d'approbation ministériel de statuts de fédération sportive, note sous CE, 9 janvier 2012, Fédération française de gymnastique, n° 354893, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 27, pp. 145-147.
- 216) L'affaire du Stade Jean Bouin : cette fois, une question de rectification d'erreur matérielle..., note sous CE, 23 décembre 2011, Société Paris Tennis, n° 346861, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 27, pp. 174-176.
- 217) Stade Jean Bouin : échec d'une tentative de recours en révision, note sous CE, 23 décembre 2011, Société Paris Tennis, n° 346860, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 27, pp. 177-179.
- 218) Les difficultés du référé en matière de refus d'accès aux équipements sportifs, note sous CE, 3 février 2012, Communauté d'agglomération de Villefranche-sur-Saône, n° 353250, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 27, pp. 185-190.
- 219) La responsabilité administrative pour défaut d'entretien normal de la voirie publique appliquée au contentieux de l'accident d'un cycliste, note sous CAA Bordeaux, 24 novembre 2011, M. Marcel A., n°11BX00005, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 27, pp. 232-239.
- 220) Droit et complexité, *Revue de la Recherche Juridique*, n° 1 / 2012, pp. 99-118.
- 221) *L'essentiel des grands arrêts de la jurisprudence administrative*, les Carrés, Gualino - Lextenso éditions, 4^e éd., juin 2012, 207 p.
- 222) *L'essentiel du droit administratif des biens*, Les Carrés, Gualino- Lextenso éditions, 3^e éd., juin 2012, 144 p.
- 223) Un amicus curiae en devenir : le délégué du Défenseur des droits, *Droit adm.*, n° 7/2012, étude n° 12, pp. 9-13.
- 224) Refonte du fascicule Personnels des administrations parisiennes, *Jurisclasseur Collectivités territoriales*.
- 225) Refonte du fascicule Hygiène et sécurité, *Jurisclasseur Fonctions publiques*.
- 226) Refonte du fascicule Agents des chambres consulaires, *Jurisclasseur Fonctions publiques*.
- 227) *Droit de la fonction publique*, Mémentos LMD, Gualino - Lextenso, 2^e éd., juillet 2012, 250 p.
- 228) L'art de la persuasion administrative, *Les Cahiers du CRA*, n° 20, juin 2012, pp. 35-40.
- 229) Le refus de qualification de service public des missions assurées par un centre de formation relevant d'une association sportive et ses effets en contentieux administratif, note sous CE, 8 mars 2012, n°352959, Association Nice volley-ball, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 28, pp. 44-47.
- 230) Les règles de détermination de la compétence juridictionnelle en cas de résiliation d'une convention d'occupation du domaine public passée entre deux personnes privées, note sous Tribunal des conflits, 14 mai 2012, Mme A., n° C3836, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 28, pp. 48-53.
- 231) L'effet attractif de la qualification de service public des remontées mécaniques en matière de compétence de la juridiction administrative, note sous CE, 9 mai 2012, n° 340103, Commune d'Orcières, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 28, pp. 54-57.
- 232) Les limites temporelles du référé suspension à l'encontre de décisions de fermeture de stade à des associations de supporters, note sous CE, 31 mai 2012, n° 344034, Ligue de football professionnel, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 28, pp. 58-60.
- 233) Jouer une partie de pétanque peut-il engendrer un accident de service ?, note sous CE, 30 janvier 2012, n°321034, Ministre de la défense, *Les Cahiers de droit du sport*, 2012, n° 28, pp. 111-114.
- 234) *L'essentiel du droit public économique*, les Carrés, Gualino - Lextenso éditions, 1^e éd., octobre 2012, 136 p.
- 235) *Droit public*, coll. concours, Gualino-Lextenso éditions, 2^e éd., 2012, 669 p.

236) Chronique de la vie administrative, rubrique Les agents de l'administration et la Réforme de l'État, France, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, Tome XXXIV-2011, PUAM, 2012, pp. 537-558.

237) Les incidences des positions et situations statutaires de l'agent sur l'octroi de la protection fonctionnelle, *JCP A*, 26 nov. 2012, n° 47, dossier protection fonctionnelle, étude n° 2378.

238) *Constitution - V^e République : Textes, Jurisprudence, Pratique*, ouv. coll., Economica, 5^e éd., 2012, 617 p.

2013

239) Les règles de détermination de la compétence au sein de la juridiction administrative concernant le recours relatif à une modification des statuts d'une fédération sportive reconnue d'utilité publique, note sous CE, 4 juillet 2012, Fédération française de gymnastique, n° 354892, *Les Cahiers de droit du sport*, janvier 2013, n° 29, pp. 68-70.

240) Le rejet de la demande de suspension de la décision fédérale diminuant le taux de rémunération d'agents sportifs, note sous CE, 27 juillet 2012, Association Union des agents sportifs du football et Syndicat national des agents sportifs, n° 361328, *Les Cahiers de droit du sport*, janvier 2013, n° 29, pp. 77-79.

241) L'étendue des pouvoirs du Tribunal des conflits dans les suites d'un litige relatif à une résiliation d'un contrat dont il a attribué la compétence à la juridiction judiciaire, note sous CE, 1^{er} août 2012, Mme Christine B., n° 339409, *Les Cahiers de droit du sport*, janvier 2013, n° 29, pp. 87-89.

242) Le contrôle juridictionnel au fond de la décision ministérielle de fermeture définitive d'un aérodrome, note sous CE, 22 mai 2012, Conseil national des fédérations aéronautiques et sportives et autres, n° 350567, *Les Cahiers de droit du sport*, janvier 2013, n° 29, pp. 90-93.

243) Les limites du contrôle de cassation du juge des référés sur la décision d'interdiction d'accès de tribunes d'un stade de football, note sous CE, 31 mai 2012, Ligue de football professionnel, n° 344034, *Les Cahiers de droit du sport*, janvier 2013, n° 29, pp. 94-96.

244) Les effets du non-respect du principe du contradictoire par le juge administratif du fond rapporté au cas d'un contentieux de subvention d'une association à vocation sportive, note sous CE, 6 juin 2012, Association Euro-Corsica race et M. A., n° 348109, *Les Cahiers de droit du sport*, janvier 2013, n° 29, pp. 171-174.

245) *L'essentiel des grands arrêts du droit administratif*, les Carrés, Gualino - Lextenso éditions, 5^e éd., février 2013, 206 p.

246) La situation administrative de l'agent public sous le coup d'une mesure judiciaire de privation de liberté, *AJFP* 2013/2, pp. 95-102.

247) avec M. Bossy-Taleb, L'assimilation de la promotion à l'échelon spécial des administrateurs civils à la notion de grade, comm. sous CE, 28 janvier 2013, Union fédérale des fonctionnaires et assimilés, n° 358421, *JCP A*, 29 avril 2013, n° 18, comm. 2127.

248) Les conditions d'octroi du sursis à exécution d'une décision d'une juridiction administrative : le cas d'une suspension de licence de compétition sportive, note sous CE, 7 novembre 2012, M. Jean-Luc B., n° 361038, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 30, pp. 35-36.

249) De l'utilité du référé suspension en cas de rétrogradation d'un arbitre, note sous CE, 7 novembre 2012, Fédération française de football, n° 357138, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 30, pp. 61-64.

250) La rémunération des agents sportifs au prisme de la question prioritaire de constitutionnalité, note sous CE, 29 octobre 2012, Association Union des agents sportifs du football (UASF) et Syndicat national des agents sportifs (SNAS) c/ Fédération française de football (FFF), n° 361327, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 30, pp. 65-70.

251) Le rejet de l'inconstitutionnalité de la pratique des courses de taureaux via la question prioritaire de constitutionnalité, note sous Cons. constit., QPC n° 2012-271, 21 septembre 2012, Association Comité radicalement anti-corrída Europe et autre, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 30, pp. 81-84.

252) L'étendue des contraintes de la procédure administrative non contentieuse en matière de lutte antidopage, note sous CE, 26 décembre 2012, Fédération française d'athlétisme, n° 350833, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 30, pp. 109-112.

- 253) *Droit public économique : Sources et principes, Secteur public, Régulation économique*, 4^e éd., Gualino-Lextenso éd., juin 2013, 357 p.
- 254) De la dénomination des administrations, *La Revue administrative*, n° 393, mai-juin 2013, pp. 275-281.
- 255) La perte de droits des administrés, *RFAP* n° 145, 2013, p. 163-174.
- 256) La sévérité du régime du recours administratif préalable obligatoire devant le CNOSF, note sous CAA Marseille, 14 février 2013, Fédération française de pétanque et de jeu provençal, n° 11MA01427, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 31, pp. 185-188.
- 257) Le contrôle juridictionnel des modalités de dépôt de la procédure d'appel disciplinaire sportive, note sous CE, 4 mars 2013, M. A., n° 360506, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 31, pp. 189-192.
- 258) Le contrôle de la réglementation ministérielle obligeant à la détention d'un diplôme pour enseigner le ski, note sous CE, 13 février 2013, Syndicat international des moniteurs de ski et autres, n° 360632, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 31, pp. 201-205.
- 259) Les conditions de la fermeture provisoire d'un centre équestre par mesure de police administrative, note sous CAA Marseille, 28 février 2013, Mme A. et autres, n° 11MA03674, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 31, pp. 215-218.
- 260) L'achat de places de football par une collectivité territoriale pour les distribuer gratuitement n'a pas à être soumis à une concurrence préalable, note sous CE, 28 janvier 2013, Département du Rhône, n° 356670, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 31, pp. 219-224.
- 261) De la qualification de document administratif de certains documents détenus par les fédérations sportives, note sous CE, 24 avril 2013, Mme B... A..., n° 338649, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 32, pp. 130-133.
- 262) Le contrôle de la légalité de la réglementation des manifestations sportives sur les voies publiques ou ouvertes à la circulation publique, note sous CE, 8 avril 2013, Fédération sportive et gymnique du travail, n°360734, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 32, pp. 175-178.
- 263) La qualification d'acte administratif de la décision d'une fédération sportive fédérale de sélection d'un sportif dans l'équipe nationale, note sous CE, 8 avril 2013, Fédération française des sports de glace (FFSG), n°351735, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 32, pp. 185-187.
- 264) La confirmation de la condition restrictive d'urgence nécessaire à l'octroi d'un référé suspension d'une interdiction préfectorale de stade, note sous CE, 5 juin 2013, Ministre de l'intérieur c/ M. B.-C., n° 363224, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 32, pp. 188-190.
- 265) L'obligation législative de localisation n'est pas contraire aux droits et libertés garantis par la Constitution, note sous CE, 29 mai 2013, Mme B., n° 364839, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 32, pp. 191-195.
- 266) Les limites d'engagement de la responsabilité administrative relative à l'utilisation d'un skate-parc communal, note sous CE, 31 mai 2013, M. B., n° 348307, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 32, pp. 216-218.
- 267) Les limites d'engagement de la responsabilité administrative relative à l'utilisation du domaine skiable, note sous CE, 31 mai 2013, M. C...E... et autres c/ Commune de Chamrousse, n° 350887, *Les Cahiers de droit du sport*, 2013, n° 32, pp. 219-223.
- 268) En collab. avec N. Font, *Annales corrigées de droit administratif général*, 1^e éd., Gualino éd., coll. Annadroit LMD, août 2013, 160 p.
- 269) La complexe appréciation de l'urgence dans le contentieux du référé suspension, note sous CE, ord. réf., 21 juin 2013, Association AS Monaco Football Club, Société AS Monaco Football Club, n°368629, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 33, nov. 2013, pp. 102-106.
- 270) Les règles de procédure s'imposant à la fédération française de football en matière d'élaboration du règlement des agents sportifs fédéraux, note sous CE 10 juin 2013, Association Union des agents sportifs du football (UASF) et Syndicat national des agents sportifs (SNAS) , n°361327, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 33, nov. 2013, pp. 126-129.
- 271) Le contrôle juridictionnel de la maîtrise foncière de projet d'équipement sportif dans le cadre d'un contrat de partenariat, note sous CE, 17 juillet 2013, Association pour la protection du cadre de vie et de

l'environnement dans les Alpes-Maritimes (APCVE), n°360483, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 33, nov. 2013, pp. 140-142.

272) L'appréciation de la condition d'urgence par le juge administratif en matière de référé suspension suite à une sanction disciplinaire sportive, note sous CE 21 juin 2013, Ligue de la Méditerranée de football, n°363250, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 33, nov. 2013, pp. 153-156.

273) De la rareté et de l'intérêt parfois limité du recours en révision devant la juridiction administrative, appliqué en matière de réglementation de paris sportifs, note sous CE 10 juillet 2013, Société Stanley International Betting Limited, n°357359, *Les Cahiers de droit du sport*, n° 33, nov. 2013, pp. 267-271.

274) Avec B. Ngom, Le retrait d'une promotion d'ingénieur territorial entachée d'erreur matérielle, note sous CE, 7 janvier 2013, M. Dupé, *JCP A*, 16 septembre 2013, n° 38, comm. 2270.

275) Chronique de la vie administrative, rubrique Les agents de l'administration et la Réforme de l'État, France, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, Tome XXXV-2012, PUAM, 2013, pp. 409-431.

2014

276) Rapport sur la thèse de M. Arnaud Lacheret, sur « L'aide sociale par le chèque » ; soutenance à Grenoble le 15 janvier 2014.

277) Les grands auteurs de la littérature française et le juge administratif (I) : Pierre Loti, *Les Cahiers du CRA* n° 22, pp. 37-71.

278) Le contrôle par la juridiction administrative du refus d'inscription d'un cheval au stud-book des trotteurs, note sous CAA Nantes, 17 octobre 2013, M. B. A., n°12NT01172, *Les Cahiers de droit du sport* n° 34, pp. 45-50.

279) De l'intérêt d'utiliser la demande d'abrogation afin d'obliger le gouvernement à modifier des dispositions réglementaires du code du sport, en l'occurrence en matière de parité au sein des instances fédérales, note sous CE, 10 octobre 2013, Fédération française de gymnastique, n° 359219, *Les Cahiers de droit du sport* n° 34, pp. 62-65.

280) Le non-lieu du référé suspension relatif à une mise en demeure de la CNIL pour constitution d'une « liste noire » par un club sportif suite au comportement de ses supporters, note sous CE, ord., 20 novembre 2013, SASP Paris Saint-Germain Football, n° 373061, *Les Cahiers de droit du sport* n° 34, pp. 95-100.

281) L'annulation pour vice de forme d'une sanction prise par l'AFLD au regard du délai, note sous CE, 27 novembre 2013, M. A., n° 361970, *Les Cahiers de droit du sport* n° 34, pp. 107-109.

282) Le contrôle des règlements fédéraux au regard du principe constitutionnel d'individualisation des peines, note sous CE, 21 octobre 2013, M. A...B..., n° 367107, *Les Cahiers de droit du sport* n° 34, pp. 154-156.

283) Le contrôle par la juridiction administrative de la procédure de sanction administrative pour infraction à la législation antidopage, note sous CE, 4 décembre 2013, M. B...A..., n° 359637, *Les Cahiers de droit du sport* n° 35, 2014, pp. 167-174.

284) Le contrôle juridictionnel d'une disposition de règlement de compétitions de fédération sportive ayant pour effet d'interdire l'utilisation d'un matériel sportif, note sous CE, 15 janvier 2014, Mme Z...V... et autres, n° 363683, *Les Cahiers de droit du sport* n° 35, 2014, pp. 47-49.

285) La confirmation de la jurisprudence traditionnelle relative au contrôle des délibérations de jurys, en matière de VAE pour le brevet d'Etat d'éducateur sportif, note sous CAA Lyon, 26 décembre 2013, M. B. A., n°13LY00158, *Les Cahiers de droit du sport* n° 35, 2014, pp. 99-103.

286) L'obligation de localisation subie par Jeannie Longo, dans le cadre de la lutte antidopage, n'est ni inconstitutionnelle ni inconventionnelle, note sous CE, 18 décembre 2013, Mme Longo-Ciprelli, n° 364839 et n°368890, *Les Cahiers de droit du sport* n° 35, 2014, pp. 160-166.

287) L'attribution de la compétence juridictionnelle à la juridiction administrative en cas d'accident survenu dans le cadre d'un stage de préparation à un championnat de France de sport, note sous T. Confl., 9 décembre 2013, M. F.-C. c/ Fédération française de vol libre, n° 3922, *Les Cahiers de droit du sport* n° 35, 2014, pp. 185-189.

- 288) La responsabilité administrative pour réparation des préjudices anormaux de voisinage d'ouvrages publics sportifs, note sous CE, 16 décembre 2013, M. et Mme B., n° 355077, *Les Cahiers de droit du sport* n° 35, 2014, pp. 190-192.
- 289) *L'essentiel des grands arrêts du droit administratif*, les Carrés, Gualino - Lextenso éditions, 6^e éd., avril 2014, 216 p.
- 290) *Droit de la fonction publique*, Mémentos LMD, Gualino - Lextenso, 3^e éd., mars 2014, 254 p.
- 291) *L'essentiel droit administratif des biens*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 4^e éd., juillet 2014, 144 p.
- 292) *L'essentiel du contentieux administratif*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 1^e éd., juillet 2014, 120 p.
- 293) *Droit public*, Manuel, coll. concours, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 3^e éd., septembre 2014, 667 p.
- 294) *L'essentiel du droit public économique*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 2^e éd., août 2014, 144 p.
- 295) *Droit administratif*, 11^e éd. (collab.), Economica, septembre 2014, 752 p.
- 296) *Annales corrigées 2015 de droit administratif général*, en collab. avec N. Font, Gualino éd., coll. Annadroit LMD, août 2014, 144 p.
- 297) Le contrôle restreint du juge administratif sur l'étendue de la délégation fédérale décidée par le ministre des sports, note sous CE, 5 mars 2014, Fédération française de voile, n° 369399, *Les Cahiers de droit du sport* n° 36, 2014, pp. 61-63.
- 298) La confirmation de l'intérêt généralement limité de l'exercice du recours en rectification d'erreur matérielle devant le Conseil d'État, appliqué en droit du sport, note sous CE, 5 mars 2014, M. A., n° 374165, *Les Cahiers de droit du sport* n° 36, 2014, pp. 64-66.
- 299) De la subtilité de l'incorporation ou non, en tout ou partie, d'une piste de ski et de son sous-sol dans le domaine public communal, note sous CE, sect., 28 avril 2014, Commune de Val-d'Isère, n° 349420, *Les Cahiers de droit du sport* n° 36, 2014, pp. 131-136.
- 300) La confirmation des éléments de contrôle du juge administratif en matière de sanction prise par l'AFLD, note sous CE, 21 mai 2014, M. B. c/ AFLD, n° 372116, *Les Cahiers de droit du sport* n° 36, 2014, pp. 137-140.
- 301) La limitation de la compétence disciplinaire d'une fédération sportive à ses licenciés : l'affaire "Leonardo" en référé suspension devant le Conseil d'État, note sous CE, 28 avril 2014, Fédération française de football, n° 373051, *Les Cahiers de droit du sport* n° 36, 2014, pp. 161-164.
- 302) Périmètre, champ et diversité du service et du secteur publics, in *Management public*, sous dir. R. Holcman, (chap. I), pp. 5-32, Dunod, octobre 2014.
- 303) Les grands auteurs de la littérature française et le juge administratif : Honoré de Balzac, *Les Cahiers du CRA*, octobre 2014, pp. 77-81.
- 304) Chronique de la vie administrative, rubrique Les agents de l'administration et la Réforme de l'État, France, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, Tome XXXVI-2013, PUAM, 2014, pp. 401-421.
- 305) L'évolution des invariants ou les paradoxes du droit administratif français, in *Direito administrativo : Transformações e tendências*, sous dir. T. Marrara, Almedina, Brésil, juillet 2014, pp. 123-144.
- 306) La validation du pouvoir à agir en justice du président de la Ligue de football professionnel, note sous CE, 18 juin 2014, n°368912, Ligue de football professionnel, *Les Cahiers de droit du sport* n° 37, 2014, pp. 36-38.
- 307) L'interdiction de stade n'interdit a priori pas de se réabonner à un club, note sous CE, référé, 25 juillet 2014, n° 382831, M. B. A., *Les Cahiers de droit du sport* n° 37, pp. 44-46.
- 308) Le contrôle des sanctions fédérales par les juridictions administratives, note sous CE, 23 juillet 2014, n°364772, Ligue d'Alsace de football association, *Les Cahiers de droit du sport* n° 38, pp. 29-31.
- 309) Le rejet du référé-suspension relatif au retrait d'agrément de la Fédération Fighting Full-contact Kickboxing et disciplines associées, note sous CE, réf., 30 juillet 2014, n°382734, Fédération Fighting Full-contact Kickboxing et disciplines associées, *Les Cahiers de droit du sport* n° 38, pp. 46-48.

310) La confirmation de la jurisprudence administrative relative aux autorisations pour usage à fins thérapeutiques, note sous CE, 9 juillet 2014, n°373304, X. c/ AFLD, *Les Cahiers de droit du sport* n° 38, pp. 78-82.

2015

311) La renonciation, moyen d'assouplissement du droit administratif, *Les petites affiches*, 2 février 2015, n° 23, pp. 6-13.

312) *L'essentiel des grands arrêts du droit administratif*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 7^e éd., février 2015, 215 p.

313) Le président d'une fédération sportive partie à un contentieux disciplinaire a-t-il l'obligation de se déporter ?, note sous CE, 21 novembre 2014, M. C., n° 373071, *Les Cahiers de droit du sport* n° 39, pp. 53-57.

314) Précisions sur la notion d'itinéraire balisé en montagne, note sous CE, 5 novembre 2014, Commune de Saint-Martin-de-Belleville, n° 365121, *Les Cahiers de droit du sport* n° 39, pp. 73-77.

315) Evolutions des critères de qualification du contrat administratif, note sous Tribunal Conflits, 13 octobre 2014, société Axa France IARD, n° C3963, *Les Cahiers de droit du sport* n° 39, pp. 78-82.

316) Les conditions d'occupation du domaine public liées à l'implantation d'une école de pilotage d'ultra léger motorisé, note sous CAA Bordeaux, 13 novembre 2014, n° 13BX00271, *Les Cahiers de droit du sport* n° 39, pp. 83-86.

317) Le rejet d'une demande d'annulation d'interdiction de déplacement de supporters, note sous Conseil d'État, 5 novembre 2014, M. B...D..., M. C... A..., n° 364085, *Les Cahiers de droit du sport* n° 39, pp. 87-89.

318) L'atténuation de la responsabilité de la commune hors domaine skiable, note sous CAA Lyon, 13 novembre 2014, M. et Mme B...E...et Mlle C...E..., n° 13LY03383, *Les Cahiers de droit du sport* n° 39, pp. 136-141.

319) L'obligation de délicatesse des agents publics, *AJFP* 2015, n° 3, pp. 157-163.

320) *L'essentiel du contentieux administratif*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 2^e éd., juin 2015, 128 p.

321) *Droit public économique : Sources et principes, Secteur public, Régulation économique*, 5^e éd., Gualino-Lextenso éd., coll. Master pro, juillet 2015, 359 p.

322) Le contrôle du retrait d'agrément d'une fédération sportive, note sous CE, 17 avril 2015, n°382492, FFFCKDA, *Les Cahiers de droit du sport* n° 40, pp. 47-50.

323) Le recours contre la convention fédérale fixant les conditions de mise à disposition de joueurs en équipe nationale, note sous CE, 17 avril 2015, Société SASP Stade Toulousain Rugby, n°375685, *Les Cahiers de droit du sport* n° 40, pp. 51-57.

324) No show I : le départ du lieu de prélèvement avant contrôle, note sous CE, 27 mars 2015, n°381213, M. C., *Les Cahiers de droit du sport* n° 40, pp. 126-128.

325) No show II : le départ du lieu de prélèvement en cours de contrôle, note sous CE, 27 mars 2015, M. A., n°376127, *Les Cahiers de droit du sport* n° 40, pp.129-131.

326) Précision sur le périmètre du recours en annulation des actes de l'AFLD, note sous CE, 27 février 2015, n°384847, Mme A. B., *Les Cahiers de droit du sport* n° 40, pp. 137-138.

327) De l'obligation d'une région d'octroyer une aide qu'elle a créée à un sportif, note sous CAA Douai, 7 janvier 2015, Région Nord-Pas-de-Calais, n°13DA01509, *Les Cahiers de droit du sport* n° 40, pp. 163-167.

328) Précisions autour de l'annulation de la transaction AS Monaco / LFP, note sous CE, 9 juillet 2015, n°375542 et n°375543, Football club des Girondins de Bordeaux et autres, *Les Cahiers de droit du sport* n° 41, pp. 73-78.

329) La valeur juridique du Code du sport après l'ordonnance de codification de 2006, note sous CAA Paris, 26 mai 2015, n°14PA02853, M. B...A..., *Les Cahiers de droit du sport* n° 41, pp. 88-95.

- 330) Le contrôle minimum de la décision ministérielle en matière de certificats de qualification professionnelle, note sous CE, 19 juin 2015, n°379088, Syndicat national des guides professionnels des activités de canoë-kayak et disciplines associées, *Les Cahiers de droit du sport* n° 41, pp. 96-100.
- 331) Sur l'appartenance au domaine public d'immeubles jouxtant un golf, note sous CE, 17 juin 2015, n°382692, B. c/ Commune De Ploërmel, *Les Cahiers de droit du sport* n° 41, pp. 103-107.
- 332) La suspension, en référé, du fichier STADE, note sous CE, ord. réf., 13 mai 2015, n° 389816, 189861, 389866 et 389899, Association de défense et d'assistance juridique des intérêts des supporters et autres, *Les Cahiers de droit du sport* n° 41, pp. 108-112.
- 333) L'accès au juge administratif suites aux sanctions de l'ALFD, note sous CE, 11 mai 2015, n°374386, M. B...A..., *Les Cahiers de droit du sport* n° 41, pp. 119-122.
- 334) Chronique de la vie administrative, rubrique Les agents de l'administration et la Réforme de l'État, France, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, Tome 37-2014, PUAM, 2015, pp. 355-374.
- 335) Le discernement dans le droit de la fonction publique, intervention au colloque « Le discernement en droit public », Aix-en-Provence, Centre de Recherches Administratives, 4 décembre 2015.
- 336) Intervention dans la table ronde de clôture du symposium ENA sur « La simplification des formes et des modalités de l'action publique », ENA-LAREQUOI, CERSA, LATTIS, 10 et 11 décembre 2015, Strasbourg.
- 337) Intervention dans le Colloque « Droit et fictions », Toulon, 26 et 27 mars 2015, sur le thème : « Le droit administratif dans la littérature française classique (19^e s. – début 20^e s.) ».
- 338) Intervention dans le Colloque « Cultures et francophonie », Aix-en-Provence, 7 février 2015, sur le thème : « Le développement de la médiation dans la francophonie ».
- 339) L'administration fictive, *RFAP* 2015, n° 156, pp. 1093-1100.

2016

- 340) Le préalable obligatoire de conciliation devant le CNOSF dans le contentieux disciplinaire à l'encontre d'un arbitre, note sous CAA Marseille, 12 octobre 2015, M. A. B., n° 14MA02882, *Les Cahiers de droit du sport* n° 42, 2016, pp. 149-151.
- 341) Le contrôle du retrait ministériel de l'agrément d'une fédération sportive, note sous CE, 9 novembre 2015, Fédération de muaythai et disciplines associées, n° 385153, *Les Cahiers de droit du sport* n° 42, 2016, pp. 152-154.
- 342) Contrôle du juge du fond sur les sanctions disciplinaires non sportives, note sous TA Strasbourg, 25 août 2015, M. E., n° 1106003, *Les Cahiers de droit du sport* n° 42, 2016, pp. 155-159.
- 343) Confirmation, sur le fond, de l'irrégularité partielle du fichier STADE, note sous CE, 21 septembre 2015, Association de défense et d'assistance juridique des intérêts des supporters (ADAJIS) et autres, n° 389815, *Les Cahiers de droit du sport* n° 42, 2016, pp. 187-194.
- 344) L'efficacité du référé-suspension dans le contentieux du dénouement des compétitions, note sous TA Versailles, ord., 20 août 2015, Association Lille métropole rugby et Société Lille métropole rugby, n° 1505420, *Les Cahiers de droit du sport* n° 42, 2016, pp. 195-204.
- 345) Que faire d'une place vacante à l'ouverture d'une compétition ?, note sous CE, ord., 25 septembre 2015, Amicale laïque Aplemont Le Havre Basket, n° 393089, *Les Cahiers de droit du sport* n° 42, 2016, pp. 205-207.
- 346) *Droit de la fonction publique*, Mémentos LMD, Gualino - Lextenso, 4^e éd., mars 2016, 247 p.
- 347) Le formulaire, acte administratif structurant de la relation entre l'Administration et le public, *Droit administratif*, n° 2, février 2016, étude 3, pp. 9-13.
- 348) *Gestion des ressources humaines dans la fonction publique*, coll. Fonction publique, Gualino-Lextenso, 1^{ère} éd., 2016, 125 p.
- 349) L'incompétence du seul comité directeur de la Ligue nationale de rugby pour déterminer les conditions d'intégration d'un joueur dans la liste du groupe « XV de France », note sous CE, 25 novembre 2015, SASP Stade Toulousain Rugby, n° 387190, *Les Cahiers de droit du sport* n° 43, 2016, pp. 61-67.

- 350) Les « intérêts supérieurs » du football et le système de montées/descentes, note sous CE, 3 février 2016, SASP Red Star FC et autres, n° 391929, *Les Cahiers de droit du sport* n° 43, 2016, pp. 68-74.
- 351) Les limites de la QPC au regard de la valeur normative du Code du sport, note sous CE, 15 février 2016, M. A., n° 392083, *Les Cahiers de droit du sport* n° 43, 2016, pp. 87-90.
- 352) Le contrôle de la procédure d'homologation d'un circuit de vitesse au regard du respect de la tranquillité publique et du principe d'égalité, note sous CE, 8 janvier 2016, Association de défense des riverains du circuit Pau-Arnos, n° 393806, *Les Cahiers de droit du sport* n° 43, 2016, pp. 112-116.
- 353) Référé-liberté et arrêté préfectoral d'interdiction de déplacement de supporters, note sous CE, 22 janvier 2016, Association nationale des supporters (ANS), n° 396307, *Les Cahiers de droit du sport* n° 43, 2016, pp. 117-121.
- 354) Suspension en référé d'une sanction disproportionnée d'interdiction de compétition suite à no show, note sous CE, ord., 12 février 2016, M. A. C. c/ AFLD, n° 396215, *Les Cahiers de droit du sport* n° 43, 2016, pp. 149-152.
- 355) *L'essentiel droit administratif des biens*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 5^e éd., juin 2016, 144 p.
- 356) Le retard de l'agent public, *AJFP* n° 4/2016, pp. 225-230.
- 357) La régulation de la simplification administrative, *Rev. fse d'Administration publique*, n° 157, 2016, pp. 171-182.
- 358) Les modifications récentes du droit de la fonction publique territoriale, *Bull. juridique. des coll. locales*, n° 5/2016, mai 2016, pp. 330-336.
- 359) Les subtilités de la répartition des compétences juridictionnelles au sein de l'ordre administratif en matière d'organisation des championnats, note sous CE, 15 avril 2016, Amicale laïque Aplemont Le Havre Basket C/ Fédération française de basket ball, n°393104, *Les Cahiers de droit du sport* n° 44, 2016, pp. 45-47.
- 360) La confirmation de l'application de la théorie du « bilan » au contrôle de l'utilité publique de travaux d'aménagement d'un site sportif, note sous CAA Lyon, 12 avril 2016, Mme C., n°15LY00656, *Les Cahiers de droit du sport* n° 44, 2016, pp. 53-57.
- 361) Le principe de légalité des délits et des peines ne permet pas de transmettre une question prioritaire de constitutionnalité contre une décision d'interdiction de manifestation sportive de l'AFLD, note sous CE, ord., 22 avril 2016, M. A., n°398087, *Les Cahiers de droit du sport* n° 44, 2016, pp. 73-76.
- 362) Le contrôle du juge administratif sur le quantum des sanctions de l'AFLD suite à un manquement de localisation par un sportif inscrit dans un groupe cible, note sous CE, 2^e et 7^e ss-sect. réu., 15 avril 2016, M. C., n° 394199, *Les Cahiers de droit du sport* n° 44, 2016, pp. 83-86.
- 363) L'appréciation du référé-suspension faisant suite à l'annulation d'une sanction de suspension par l'AFLD, note sous CE, ord., 2 mai 2016, M. A., n°399040, *Les Cahiers de droit du sport* n° 44, 2016, pp. 87-90.
- 364) La suspension d'un club sportif ne constitue pas une sanction disciplinaire, note sous CAA Marseille, 29 février 2016, SASP Sporting Club de Bastia, n°14MA04854, *Les Cahiers de droit du sport* n° 44, 2016, pp. 134-139.
- 365) *L'essentiel des grands arrêts du droit administratif*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 8^e éd., août 2016, 213 p.
- 366) Les scellés administratifs, *JCP A*, 10 octobre 2016, n° 40, étude 2258.
- 367) Chronique de la vie administrative, rubrique Les agents de l'administration et la Réforme de l'État, France, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, Tome 38-2015, PUAM, 2016, pp. 323-341.
- 368) Bibliographie, France, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, Tome 38-2015, PUAM, 2016, pp. 359-370.
- 369) Les conditions de la régularité de la notification par voie postale de la convocation d'un sportif à la séance de la commission disciplinaire, note sous CAA Marseille, 11 juillet 2016, M. B., n° 16MA00048, *Les Cahiers de droit du sport* n° 45, 2016, pp. 136-140.
- 370) Le deltaplane et le faucon pèlerin : pas de vol libre chez les oiseaux !, note sous CAA de Nancy, 9 Juin 2016, Delta Club du Haut-Jura c/ ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, n° 15NC01912, *Les Cahiers de droit du sport* n° 45, 2016, pp. 50-56.

- 371) Pollution sonore de voisinage : le vélo-rail ou le bruit du train à vélo !, note sous CAA Paris, 29 juillet 2016, M. E., n° 15PA01415, *Les Cahiers de droit du sport* n° 45, 2016, pp. 128-131.
- 372) Les modalités de décompte des durées de suspension de compétition suite à « no show », note sous CE, 11 juillet 2016, M. B. c/ AFLD, n° 399038, *Les Cahiers de droit du sport* n° 45, 2016, pp. 72-76.
- 373) L'obligation d'individualisation des sanctions en matière de sport, note sous CE, 11 mai 2016, M. A., n° 388322, *Les Cahiers de droit du sport* n° 45, 2016, pp. 141-147.
- 374) Les conditions de notification d'un contrôle antidopage sur le terrain, note sous CE, 22 juillet 2016, M. B., n° 396214, *Les Cahiers de droit du sport* n° 45, 2016, pp. 77-80.
- 375) La protection contre la diffamation en droit de la fonction publique, *RFDA* 2016-6, pp. 1219-1226.

2017

- 376) *L'essentiel du contentieux administratif*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 3^e éd., janvier 2017, 126 p.
- 377) Le discernement dans le droit de la fonction publique, in *Le discernement en droit public*, Actes du colloque du 4 décembre 2015 à Aix-en-Provence, PUAM 2016, pp. 71-87.
- 378) Intervention dans le colloque « Culture et médiation », sur « la généralisation de la médiation de droit public », Faculté de droit d'Aix-en-Provence – Agence ITER France/CEA Cadarache, le 11 février 2017.
- 379) Intervention sur « Les moyens des représentants syndicaux dans le droit de la fonction publique » ; Colloque du Laboratoire « Biens, Normes, Contrats », Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, sur « Liberté et droits syndicaux des agents publics », 10 mars 2017.
- 380) Le contrôle restreint du juge administratif sur la décision d'un jury de diplôme d'éducateur sportif, note sous CE, 12 octobre 2016, M. B., n° 395307, *Les Cahiers de droit du sport* n° 46, 2017, pp. 80-83.
- 381) Impossible abrogation de dispositions non ratifiées de l'ordonnance du 23 mai 2006, note sous CE, 12 octobre 2016, Syndicat national des entreprises des loisirs marchands et autres, n° 396170, *Les Cahiers de droit du sport* n° 46, 2017, pp. 84-86.
- 382) Le Conseil d'État annule la suspension du permis de construire de restructuration du nouveau stade Roland Garros, note sous CE, 3 octobre 2016, Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France et autres, n° 398589, *Les Cahiers de droit du sport* n° 46, 2017, pp. 106-111.
- 383) La compétence juridictionnelle concernant une décision fédérale de classement national, note sous CE, 12 octobre 2016, Association Olympia lutte Schiltigheim, n° 398995, *Les Cahiers de droit du sport* n° 46, 2017, pp. 117-119.
- 384) Pas de QPC à l'encontre de la procédure de lutte contre le dopage, qui n'instaure pas de présomption irréfragable de culpabilité, note sous CE, 3 octobre 2016, M. A., n° 397744, *Les Cahiers de droit du sport* n° 46, 2017, pp. 125-129.
- 385) Les paris mutuels « en dur » et les paris en ligne relèvent-ils de situations identiques ?, note sous CE, 9 décembre 2016, M. B., n° 385934, *Les Cahiers de droit du sport* n° 46, 2017, pp. 158-165.
- 386) La confrontation dans le cadre du contradictoire en droit administratif, *RRJ* 2016-3, T. XLI-163, 2017, pp. 1175-1190.
- 387) *L'essentiel du contentieux administratif*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 3^e éd., juin 2017, 154 p.
- 388) *Droit public économique : Sources et principes, Secteur public, Régulation économique*, 6^e éd., Gualino-Lextenso éd., coll. Master pro, juin 2017, 371 p.
- 389) Les moyens des représentants syndicaux dans la fonction publique, *Droit social* juin 2017, n° 6, pp. 492-497.
- 390) *L'essentiel des grands arrêts du droit administratif*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 9^e éd., août 2017, 213 p.
- 391) Le contrôle étendu du juge administratif sur la décision ministérielle d'homologation d'un circuit de vitesse, note sous CE, 23 février 2017, M. B., n°398067, *Les Cahiers de droit du sport* n° 47, 2017, pp. 71-74.

- 392) L'étendue du contrôle du juge administratif sur les décisions de dérogation à l'utilisation normale ou d'interdiction de certaines activités sur un circuit de vitesse, note sous CE, 23 février 2017, Société anonyme Anneau du Rhin, n° 394919, *Les Cahiers de droit du sport* n° 47, 2017, pp. 75-77.
- 393) L'instauration de servitudes de passage au bénéfice de pistes de ski ne justifie pas la transmission d'une question prioritaire de constitutionnalité, note sous CE, 30 décembre 2016, Mme B., n°404348, *Les Cahiers de droit du sport* n° 47, 2017, pp. 84-89.
- 394) Interdiction de déplacement de supporters : le contrôle au regard de la convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs, et au regard de l'état d'urgence, note sous CE, 30 décembre 2016, Association nationale des supporters et autres, n° 395337, *Les Cahiers de droit du sport* n° 47, 2017, pp. 90-94.
- 395) Le « fichage » de supporters par les organisateurs de manifestations sportives ne contrevient pas aux droits et libertés garanties par la Constitution, note sous CE, réf., 13 février 2017, Association nationale des supporters et autres, n°406665, *Les Cahiers de droit du sport* n° 47, 2017, pp. 110-120.
- 396) Les conditions de mise en œuvre de la politique de clémence de l'AFLD, note sous CE, 23 décembre 2016, Mme B., n°399728, *Les Cahiers de droit du sport* n° 47, 2017, pp. 121-125.
- 397) Chronique de la vie administrative, rubrique Les agents de l'administration et la Réforme de l'État, France, *Annuaire Européen d'Administration Publique*, Tome 39-2016, PUAM, 2017, pp. 257-270.
- 398) *Droit public*, Manuel, coll. concours, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 4^e éd., novembre 2017, 600 p.
- 399) Intervention dans le colloque « La sécurité en droit public », sur « La sécurité au travail dans la fonction publique », Aix-en-Provence, Centre de Recherches Administratives, 3 et 4 mai 2017.
- 400) La suspension de la décision d'une fédération sportive prise dans le cadre de son pouvoir de réformation d'une décision de la ligue nationale professionnelle qu'elle a créée, note sous CE, 12 avril 2017, Ligue nationale de rugby, n° 409537, *Les Cahiers de droit du sport* n° 48, 2017, pp. 37-44.
- 401) Une décision municipale de retrait d'accès à un équipement sportif, irrégulière pour seul vice de forme, n'ouvre pas droit à indemnisation, note sous CE, 13 avril 2017, Association Le Gournay Karaté Do, n° 387314, *Les Cahiers de droit du sport* n° 48, 2017, pp. 94-97.
- 402) La direction nationale du contrôle de gestion ne constitue pas un organisme distinct de la Fédération Française de Football, note sous CE, 22 juin 2017, Fédération française de football, n° 398082, *Les Cahiers de droit du sport* n° 48, 2017.
- 403) Les conditions du référé-suspension d'une sanction pour entrave à contrôle antidopage par un entraîneur sportif, note sous CE, ord., 25 août 2017, M. A. B., n° 413353, *Les Cahiers de droit du sport* n° 48, 2017, pp. 109-112.
- 404) Le refus d'agrément ministériel d'une fédération sportive est enfin considéré comme un acte individuel, note sous CE, 26 avril 2017, Fédération de boxe américaine et disciplines associées, n° 399945, *Les Cahiers de droit du sport* n° 48, 2017, pp. 45-48.
- 405) Le contrôle de constitutionnalité de l'extension des pouvoirs des clubs sportifs en matière de refus d'accès aux enceintes sportives, note sous CC, 16 juin 2017, Association nationale des supporters, n° 2017-637 QPC, *Les Cahiers de droit du sport* n° 48, 2017, pp. 98-103.
- 406) Intervention sur « État et fédérations sportives », dans le cadre d'un colloque sur le thème « Sport et manifestations sportives », Université de Corte, UFR Droit, sciences économiques et de gestion, EA 7311 Patrimoine et Entreprises, 15 décembre 2017.
- 407) *L'essentiel du droit public économique*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 3^e éd., juin 2017, 154 p.

2018

- 408) *L'essentiel du contentieux administratif*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 4^e éd., janvier 2018, 130 p.
- 409) Intervention sur « L'action administrative en matière de patrimoine culturel immatériel en France » dans le cadre du colloque « Patrimoines culturels européens » ; colloque Faculté de droit / ITER France, Aix-en-Provence, 10 Février 2018.

- 410) *Gestion des ressources humaines dans la fonction publique*, coll. Fonction publique, Gualino-Lextenso, 2^e éd., 2018, 128 p.
- 411) *Droit de la fonction publique*, Memento, Lextenso, 5^e éd., février 2018, 254 p.
- 412) La formation de la conviction de la juridiction administrative, *RRJ*, 2017-3, T. 168, mai 2018, pp. 1091-1115.
- 413) Le développement de la médiation administrative dans la francophonie, *Cosmopolitismes*, PUAM, 2018, pp. 57-68.
- 414) La sécurité au travail dans la fonction publique, in *La sécurité en droit public*, publication des actes du colloque, Institut universitaire Varenne, coll. Colloques et essais, 2018, pp. 253-270.
- 415) *L'essentiel du droit administratif des biens*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso éditions, 6^e éd., juin 2018, 146 p.
- 416) *Droit administratif*, Manuel, Economica, 12^e éd, sept. 2018, 836 p.
- 417) *L'essentiel des grands arrêts du droit administratif*, Lextenso, 10^e éd, 213 p.
- 418) L'acte administratif défavorable, *Revue du droit public*, n° 3, 2018, pp. 713-738.
- 419) Les conditions de retrait de la protection fonctionnelle, obs. sous CE 2^o et 7^o ch.-r., 1er octobre 2018, n° 412897, *Lexbase Hebdo - édition publique*.

2019

- 420) Le surnumérariat contemporain : un faux-semblant de l'administration publique ?, *AJFP* n° 1/2019, pp. 6-12.
- 421) *L'essentiel des grands arrêts du droit administratif*, Lextenso, 11^e éd., 2019, 213 p.
- 422) *Gestion des ressources humaines dans la fonction publique*, coll. Fonction publique, Gualino-Lextenso, 3^e éd., 2019, 134 p.
- 423) *Droit de la fonction publique*, Memento, Lextenso, 6^e éd., 2019, 263 p.
- 424) *L'essentiel du droit du contentieux administratif*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso, 5^e éd., 2019, 146 p.
- 425) *L'essentiel du droit des contrats administratifs*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso, 1^{ère} éd., 2019, 136 p.
- 426) *Les relations Public/Administrations*, coll. « En Poche », Gualino éditeur, Lextenso, 1^{ère} éd., sept. 2019, 96 p.

2020

- 427) *L'essentiel du droit du contentieux administratif*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso, 6^e éd., janvier 2020, 152 p.
- 428) *Gestion des ressources humaines dans la fonction publique*, coll. Fonction publique, Gualino-Lextenso, 4^e éd., février 2020, 138 p.
- 429) La maltraitance administrative, *HAL AMU*, avril 2020.
- 430) *L'essentiel du droit des contrats administratifs*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso, 2^e éd., juin 2020, 139 p.
- 431) *Droit de la fonction publique*, Memento, Gualino éditeur, Lextenso, 7^e éd., juin 2020, 255 p.
- 432) *L'essentiel des grands arrêts du droit administratif*, Gualino éditeur, Lextenso, 12^e éd., mai 2020, 213 p.
- 433) *Méthodologie des épreuves écrites et orales des concours administratifs*, Coll. « En poche », Gualino éditeur, Lextenso, 1^{ère} éd., août 2020, 48 p.
- 434) Les relations de droit administratif entre l'État et les fédérations sportives, in *Le Contentieux du sport et des manifestations sportives*, *Sport et droit public : 1 partout ?*, sous dir. F. Hoffmann et C. Pros-Phalippon, Mare et Martin, 2020, pp. 121-142.
- 435) La réinvention du service public forain, *Revue française d'administration publique*, 2020/1, n° 173, pp. 195-207.

- 436) *L'essentiel du droit administratif des biens*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso, 7^e éd., juillet 2020.
- 437) *Le règlement des litiges administratifs, - Notion, procédure, Pratique*, Gualino éditeur, Lextenso, 1^{ère} éd., nov. 2020, 230 p.
- 438) *Management public*, Gualino éditeur, Lextenso, 1^{ère} éd., nov. 2020, 228 p.
- 439) L'aveu administratif, *Revue de la Recherche Juridique*, 2020-1, Tome XLV – 181, pp. 311-337.

2021

- 440) *L'essentiel du droit du contentieux administratif*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso, 7^e éd., janvier 2021, 159 p.
- 441) Couvrez ce service public que je ne saurais voir..., *Tribune*, *AJDA* n° 7/2021, p. 361.
- 442) *L'agent territorial, Rôle, statut, missions, recrutement, carrière, droits, obligations, gestion*, Gualino-Lextenso, mars 2021, 201 p.
- 443) *Gestion des ressources humaines dans la fonction publique*, coll. Fonction publique, Gualino-Lextenso, 5^e éd., avril 2021, 142 p.
- 444) *L'essentiel des grands arrêts du droit administratif*, Gualino-Lextenso, 13^e éd., mai 2021, 213 p.
- 445) Le serment professionnel dans la fonction publique, *AJFP*, n° 3/2021, pp. 127-132.
- 446) Indemnité temporaire de retraite (dans la fonction publique Outre-mer), in *Dictionnaire juridique des Outre-mer*, LexisNexis, 2021, pp. 270-273.
- 447) Majoration du traitement (dans la fonction publique Outre-mer), in *Dictionnaire juridique des Outre-mer*, LexisNexis, 2021, pp. 333-335.
- 448) Enseignants du secondaire (Statut), in *Dictionnaire critique du droit de l'éducation, Tome 1, Droit de l'enseignement scolaire*, Mare et Martin, 2021, pp. 269-274.
- 449) Enseignants du secondaire (Inspection), in *Dictionnaire critique du droit de l'éducation, Tome 1, Droit de l'enseignement scolaire*, Mare et Martin, 2021, pp. 275-278.
- 450) Enseignants du secondaire (Mutation), in *Dictionnaire critique du droit de l'éducation, Tome 1, Droit de l'enseignement scolaire*, Mare et Martin, 2021, pp. 279-283.
- 451) Enseignants du secondaire (Rémunération), in *Dictionnaire critique du droit de l'éducation, Tome 1, Droit de l'enseignement scolaire*, Mare et Martin, 2021, pp. 284-288.
- 452) *La temporalité des emplois publics*, communication, colloque AFDA, juin 2021.
- 453) *Droit de la fonction publique*, Memento, Gualino éditeur, Lextenso, 8^e éd., juillet 2021, 265 p.
- 454) Les risques de la simplification administrative en matière d'accès aux droits, *Rivista di diritto pubblico comparato ed europeo – DPCE*, juillet 2021, pp. 509-526.
- 455) Colloque FDSP/ITER, communication sur : *L'Afrique reçue par le droit administratif français*, octobre 2021.
- 456) *Administration Publique*, *Economica*, octobre 2021, 723 p.
- 457) *Droit administratif*, *Economica*, 13^e éd., octobre 2021, 806 p.
- 458) L'archipelisation du droit administratif, HAL AMU, réf. hal-03435660, nov. 2021.
- 459) La plainte administrative, *RRJ*, n° 2021/2, pp. 1137-1153.

2022

- 460) *L'essentiel du droit du contentieux administratif*, Les Carrés, Gualino éditeur, Lextenso, 8^e éd., janvier 2022, 156 p.
- 461) Vous reprendrez bien un peu d'épices ?, HAL AMU, 1^{er} févr. 2022, hal-03556416.
- 462) *Gestion des ressources humaines dans la fonction publique*, coll. Fonction publique, Gualino-Lextenso, 6^e éd., mars 2022, 149 p.
- 463) La temporalité des emplois publics, in *Le temps en droit administratif*, 14^e colloque AFDA – juin 2021, Lefebvre Dalloz, mars 2022, pp. 115-127.
- 464) *L'essentiel des grands arrêts du droit administratif, 2022-2023*, Gualino-Lextenso, 14^e éd., mai 2022, 213 p.

465) Indemnisation du chômage : l'obligation de recherche active d'emploi des agents publics involontairement privés d'emploi, *AJFP*, 07/08-2022, n° 4, pp. 198-205.

466) La dépersonnalisation administrative, *AJDA*, n° 24-2022, p. 1353.

467) *Droit de la fonction publique*, Memento, Gualino éditeur, Lextenso, 9^e éd., août 2022, 265 p.

468) La proposition du public en droit administratif, *RFDA*, juillet-août 2022, n° 4/2022, pp. 667-676.

469) Le motif légitime en droit administratif, *RRJ*, 2022/1, T. XLVII-187, pp. 285-303.

À paraître :

- Le motif légitime en droit administratif, *RRJ*, 2022-1, juin 2022.

- La délégation, in *Encyclopédie du management public*, Institut de la gestion publique et du développement économique, 2022.

ACTIVITES :

1) En matière d'enseignement et de recherche :

Aix - Marseille Université (AMU) :

- Recruté en qualité de Maître de conférences de droit public en 1999 à la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-en-Provence ; affecté au Centre de Recherches Administratives (CRA) à 100%.

- Affecté au Centre de Recherches Administratives en qualité d'Allocataire de recherche et Moniteur d'enseignement supérieur au sortir du D.E.A. (1993-1997), puis en qualité d'Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche (1997-1999).

- Langues étrangères : anglais (moyen ; lu et parlé) ; espagnol (moyen ; lu).

- Précision : *Service militaire actif* : douze mois (septembre 1995 à septembre 1996), en tant qu'Élève Officier de Réserve, à la préfecture maritime de Toulon, au sein du service « OPSCOT » : Opérations Côtières. Chargé de travaux dirigés en droit constitutionnel pendant cette année.

- **Matières enseignées (cours magistraux en présentiel ; cours enseignés actuellement ou par le passé – indication des années) :**

Précision : les cours avec travaux dirigés sont mis en gras et italique.

- **Capacité en Droit 1^{ère} année :**

- Droit public : droit constitutionnel et droit administratif (1^{er} et 2^e sem., Marseille, depuis 2009).

- Droit administratif général (2^{ème} semestre, Marseille ; 2006).

- **Capacité en Droit 2^{nde} année :**

- Droit administratif spécial (4^e semestre, Centre Canebière Marseille ; 2020)

- **D.U. :**

- Droit des institutions administratives, D.U. Droit et Contrats publics (2004-2006).

- Droit des actes administratifs, D.U. Droit des métiers de l'artisanat (2004).

- **Licence I :**

- Grands systèmes d'administration, Licence I, Droit, 2^e semestre, site Canebière (2000-2008).
- Institutions administratives et juridictionnelles :
 - LI, formation continue, FDSP, site Canebière (2010-2017).
 - LI, formation initiale, CUFR de Mayotte (2012-2017).
- Organisation administrative, LI, formation initiale, CUFR de Mayotte (2018-2019).

- Licence II :

- **Droit administratif**, Licence II, Formation initiale, site Canebière (3^e et 4^e semestre ; 2005-2008).
- **Droit administratif**, Licence II, Formation initiale, site Aix-en-Provence (3^e semestre ; 2017).
- **Droit administratif**, Licence II, Formation continue, site Canebière, puis site Aix-en-Provence à compter de 2018 (3^e et 4^e semestres ; 2004-2020).

- Licence III / Licence III professionnelle :

- Droit public économique, Licence 3 Administration Économique et Juridique, F.E.A., Aix-en-Provence (2000-2006).
- Institutions administratives du tourisme, Licence Professionnelle Droit et Économie du tourisme, F.E.G., site Canebière (2004- 2015).
- Introduction au droit public, Licence Professionnelle Droit et Économie du tourisme, F.E.G., site Canebière, 1^{er} semestre (2004-2015).
- **Droit administratif des biens**, Formation continue, Aix-en-Provence (2013-2015).
- Droit de la fonction publique, Département Droit, CUFR Mayotte (2014-2018).
- Droit de la fonction publique territoriale, Licence Professionnelle AEG, CUFR Mayotte (2015-2019).
- Développement local, Licence professionnelle « Développement de Projets de Territoires », CUFR Mayotte (2016 et 2017).
- **Droit du contentieux administratif**, Licence III Formation initiale, Aix-en-Provence (2017).
- Droit des collectivités territoriales, Licence III Formation continue, Aix-en-Provence (2018).
- **Droit des propriétés publiques**, Licence III Formation initiale, Marseille (depuis 2018).

- Licence d'Administration publique (L3) :

- Cours de méthodologie du concours administratif (2007-2012).
- **Principes généraux du droit de la fonction publique** (depuis 2008).
- TD de préparation aux oraux (technique / plénier) de concours administratifs (depuis 2019).

- Master I :

- Droit de l'intervention publique, Master Administration Économique et juridique des Activités de loisir, Aix-en-Provence (2004-2005)
- Droit de la fonction publique, Master professionnel Conseil juridique au commandement, Salon de Provence, École du Commissariat des Armées (2004-2012).
- **Droit de la fonction publique**, Master 1, Aix-en-Provence (2006-2012).
- **Droit de la fonction publique**, Master 1, Faculté de Droit de Toulon (2019-).
- Science administrative :
 - Master 1, Aix-en-Provence (2008-2013).
 - Master 1, Conseil juridique au commandement, Salon de Provence (2012).
- **Droit public économique**, Master 1 : Formation continue, Aix-en-Provence (2015-2018).

- Master II :

- Questions administratives (institutions administratives) ; 2008–2012 ; Master 2 Carrières Administratives, FDSP, Aix-en-Provence.
- Gestion des ressources humaines dans le secteur public ; 2012-2018 ; Master 2 Carrières Administratives, FDSP, Aix-en-Provence.

- **Enseignement à Distance (EAD) et Formation continue À Distance (plateforme Ametice – AMU) :**

- *Droit administratif*, Licence II (semestres 1 et 2 ; depuis 2020).
- *Droit des collectivités territoriales*, Master 1 (semestre 1 ; depuis 2019).
- *Droit public économique*, Master 1 (semestre 2 ; depuis 2018).
- Science administrative, Master 1, (semestre 1 ; depuis 2022).

- **Enseignement à Distance (plateforme UNJF) :**

- Droit de la fonction publique (depuis 2004).
- Modules d’initiation au concours administratif (écrit / oral).
- Module de présentation des concours administratifs.

Divers :

- Conférences d’actualité et de culture générale, thème principal sur *La réforme administrative*, en Licence d’Administration Publique et Master 2 Carrières Administratives (2008-2011).
- Note de synthèse (concours administratifs), Master II Carrières Administratives (2008-2012).
- Soutenances de mémoire en L3 (Institut Portalis, FDSP Aix), et en M1 et M2 (en droit administratif et fonction publique, FDSP Aix).
- Soutenances intermédiaires de thèses, FDSP Aix-en-Provence.
- Comités de suivis de thèse, FDSP Aix-en-Provence.

Membre de comités de lecture :

- *Cahiers de droit du sport*, Centre de Droit du Sport, FDSP Aix-en-Provence.
- *Revista Digital de Direito Administrativo*, Sao Paulo.
- Évaluateur ponctuel à la *Revue Internationale des Sciences Administratives* (RISA) ; 2015.
- Évaluateur ponctuel à la *Revue Française d’Administration Publique* (RFAP), ENA ; 2016.

Principaux axes de recherche actuels :

- Droit public
- Droit de la fonction publique
- Droit administratif général
- Institutions administratives
- Science administrative
- Management public
- Contentieux administratif

Compétences informatiques :

Bases de données juridiques : Sudoc, Dalloz, Dalloz Bibliothèques, Cairn, Lextenso, Lexbase, Lamyline, Lexis Nexis, Doctrinal Plus, Hal, CNRTL, Cyberlibris, Encyclopaedia Universalis, EUR-Lex, Europresse, Gallica, HeinOnline, Juripredis, Openedition, ScholarVox, thèses.

Sites institutionnels : Legifrance, Journal officiel, Service-public, Conseil d'État, Conseil constitutionnel, Assemblée nationale, Sénat, Cour des comptes...

Logiciels : Outlook, Edge, Word, Excel, PowerPoint, Acrobat reader, Zoom, Teams ; Compilatio.

2) En matière d'administration ou responsabilités collectives :

- Responsable pédagogique de la *Licence d'Administration Publique* de la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-en-Provence (depuis juin 2005), sites d'Aix-en-Provence (et anciennement site Canebière).

- Participation à l'encadrement pédagogique de la *Capacité en droit* de la Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-en-Provence (depuis 2014).

- Responsable de l'encadrement des jeunes chercheurs au Centre de Recherches Administratives (depuis 2013).

- Membre du comité d'évaluation des formations et des enseignements par les étudiants (dispositif EFEE) de Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-en-Provence (depuis 2013).

- Ancien membre titulaire du Comité Hygiène et Sécurité de l'Université d'Aix-Marseille III pendant 6 ans.

- Ancien membre titulaire du Service d'Action Sociale (SASUDES) de l'Université d'Aix-Marseille III pendant 6 ans.

- Activité bénévole de Délégué du Médiateur de la République (2000 à 2011) ; puis, dans la continuité, Délégué du Défenseur des droits (depuis la réforme constitutionnelle de l'Institution en 2011) : permanences en Maison de Justice et du Droit, en Point d'Accès au Droit, en MSP puis MSAP puis « Maison France Services », au sein de quartiers « politique de la ville » (1 journée par semaine).

3) Participation à des jurys ou comités de sélection :

- Membre du *jury plénier* des concours du cycle de formation des *élèves directeurs d'hôpital* de classe normale (de 2007 à 2010 ; et de 2014 à 2016).

Par ailleurs correcteur de *l'épreuve écrite de droit public* (2005-2020) ; correcteur de *l'épreuve orale de droit public* (2013-2020), correcteur de l'épreuve orale de *droit civil* (2014-2020).

- Membre du jury du concours de *magistrat judiciaire* – ENM :

- correcteur de *l'épreuve écrite* d'admissibilité, du 1^{er} concours : organisation de l'État (2015 ; 2016 ; 2018).

- membre du jury de *l'épreuve orale* d'admission de droit administratif (2020).

- Membre de jury de concours administratif – *inspecteur du travail* : correcteur de *l'épreuve écrite* de droit public, des concours externe et interne (depuis 2009) ; et de *l'épreuve orale* de droit public (externe et interne : de 2014 jusqu'à 2019 qui marque la disparition de cet oral).

- Membre du jury du concours de *commissaire des armées* : concours interne ; rédaction du sujet et correction de l'épreuve écrite de « sciences administratives » (depuis 2012).
- Membre de jury de concours administratif – *adjoint des cadres hospitaliers* ; Marseille ; concours interne ; épreuve orale (2009) ; écrit et oral, concours externe et interne (2015 ; fourniture de sujet de note de synthèse et de QRC ; correction des copies).
- Membre de jury de concours administratif – *rédacteur territorial*, CDG 13 (Bouches-du-Rhône), Aix-en-Provence : correction de l'épreuve écrite de note de droit public ; correcteur de l'épreuve orale (membre du jury plénier), 2019.
- Membre de jury du diplôme de conseiller funéraire : Aix-en-Provence, 2014, 2017, 2021 ; Marseille, 2018, 2020, 2021.
- Membre de jury de concours administratif - *rédacteur territorial* ; CIG de la Grande couronne de la région d'Île-de-France : 2017 ; 2019 (rédaction du sujet de droit public).
- Membre de la commission d'équivalence de diplômes pour l'accès au corps des pharmaciens inspecteurs de santé publique : 2017 ; 2018.
- Ancien Membre titulaire de la commission de spécialistes de Droit public, section n° 2, de l'Université Paul Cézanne Aix – Marseille III, Faculté de Droit et de science politique d'Aix-en-Provence.
- Ancien Membre suppléant de la commission de spécialistes d'Histoire du droit, section n° 3, Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix-en-Provence.
- Membre de comité de sélection MCF – droit public : Université de Corte, 2016 ; AMU, 2020.
- Membre du jury de concours ITRF - IGE : Chargé des affaires juridiques - Épreuve d'admission, CUFR de Mayotte, 10/2021.
- Membre de **jury de thèse** :
 - M. J.-D. Kissambou M'Bamby, « Décentralisation et fonction publique : essai sur un système applicable dans les Etats d'Afrique centrale », Aix-Marseille III, 2004.
 - M. A. Lacheret, « L'aide sociale par le chèque », (rapporteur), Grenoble, 2014.
 - Mme Charikleia Andrikopoulou, « Le référé-suspension : Étude comparée entre la France et la Grèce », FDSP, Aix-en-Provence, le vendredi 6 décembre 2019.
- **Direction de thèse** :
 - Mme Manon Salle, « La mort de l'animal en droit administratif », AMU, FDSP, soutenance prévue en 2023.

4) Auditions / consultations institutionnelles

- Auditionné le 30/10/2017 par la mission d'information sur la déontologie des fonctionnaires et l'encadrement des conflits d'intérêts de l'Assemblée nationale, sur le bilan des dispositifs mis en place en 2016 ainsi que de l'activité de la commission de déontologie dans l'exercice rénové de ses missions.
- Consulté le 19/07/2021 par l'IGAS dans le cadre d'un rapport sur l'aptitude médicale à l'embauche dans les trois fonctions publiques et dans le secteur privé.
- Consulté en novembre 2021 par un élève stagiaire de l'ENA, dans le cadre de la préparation d'un rapport individuel d'expertise.